

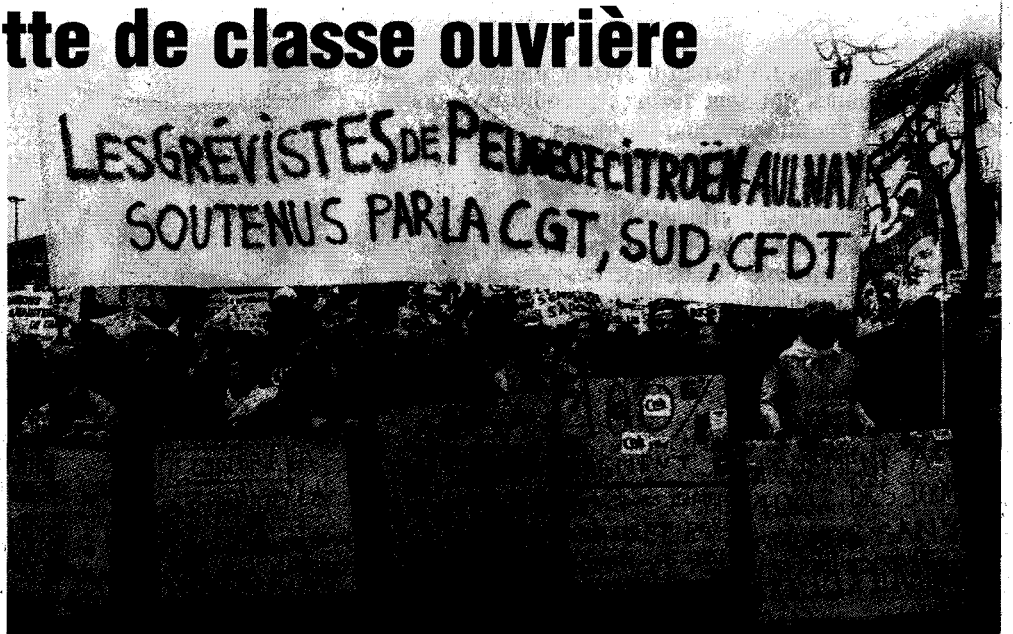
La déroute de Chirac et de la direction du PS au référendum donne une ouverture pour une lutte de classe ouvrière

Paris, le 10 juin – Avec le « non » massif au référendum du 29 mai sur la « Constitution » européenne c'est le spectre de la classe ouvrière qui vient se projeter sur les plans d'exploitation accrue et d'attaques racistes démultipliées concoctés par les bourgeoisies européennes. Les travailleurs français, sous le coup d'attaques redoublées par Raffarin depuis trois ans, ont une nouvelle fois profité de ce qui leur tombait sous la main – le référendum – pour exprimer leur ras-le-bol. C'est ce que les chiffres montrent clairement avec un non massif parmi les travailleurs (79 % chez les ouvriers, 67 % chez les employés) alors que dans les sphères plus aisées de la petite bourgeoisie et dans la bourgeoisie c'est le « oui » qui était massif.

Nous avons sans ambiguïté appelé à voter « non » au référendum. Nous écrivions dans *le Bolchévik* (mars) :

« Contre cette nouvelle campagne commune PS-Verts-Chirac nous appelons à voter "non", parce que nous sommes contre l'Europe capitaliste, une alliance autour des principales puissances impérialistes d'Europe pour améliorer leur propre compétitivité face à leurs rivaux des USA et du Japon : une telle alliance ne peut se faire que sur le dos de la classe ouvrière multiethnique d'Europe et des peuples asservis par le néocolonialisme. »

La seule manière pour que l'impérialisme français puisse tenir le coup dans un monde dominé par l'impérialisme américain, c'est d'accroître ses propres attaques brutales contre les travailleurs. L'« Europe sociale et démocratique » revendiquée par le PCF et la LCR est un tour de passe-passe de ces réfor-

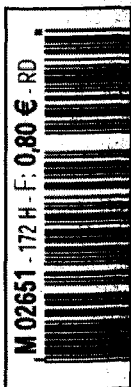


Cortège de grévistes de Citroën-Aulnay à la manifestation du 10 mars à Paris

mistes pour faire disparaître le fait qu'ils acceptent l'Europe capitaliste.

A bas l'Union européenne capitaliste !

A partir de là ce qui sur le fond distinguait la campagne pour le « oui » et celle pour le « non » était en partie quelle politique d'alliance pour l'impérialisme français : il est évident que la France, de plus en plus affaiblie internationalement, doit s'appuyer sur un réseau d'alliances européennes pour se faire entendre. Le débat a pris de l'ampleur depuis un an avec l'élargissement de l'Union européenne (UE) à des pays qui, coincés entre l'Allemagne et la Russie, ont tendance à s'aligner en politique extérieure sur les USA et leur valet britannique contre le couple franco-allemand. Là où les Chirac et Hollande-Jospin proposaient la « Constitution européenne », Fabius, lui, expliquait pour le « non » dans une interview à *l'Humanité* (17 mai) qu'il fallait « lever les restrictions permettant les coopérations renforcées, c'est-à-dire permettre aux pays qui veulent aller plus loin et plus vite ensemble,



Les Fabius/PCF/LCR pour une nouvelle « gauche plurielle » capitaliste – qui encore une fois attaquera les ouvriers et les immigrés !

comme la France et l'Allemagne, de pouvoir le faire. »

Au « non » franco-hollandais s'ajoute la récente déroute électorale des sociaux-démocrates allemands dans le bastion industriel de la Ruhr. Schröder risque fort de laisser la place à l'automne à un gouvernement dominé par les chrétiens-démocrates, qui veulent rééquilibrer leur politique extérieure en direction des USA. Le gouvernement Berlusconi ne tient qu'à un fil. Blair, qui est sorti affaibli des élections britanniques, se retrouve pratiquement l'homme fort de l'Europe pour le moment. C'est une période d'incertitude dans toute l'Europe, et particulièrement d'affaiblissement extérieur pour l'impérialisme français.

Cela ouvre des possibilités de lutte de classe à l'intérieur. Le nouveau gouvernement, avec, pour la première fois sous la V^e République, deux premiers ministres, Galouzeau de Villepin et Sarkozy, est à un record d'impopularité, à peine nommé. Mais il y a un terrain d'entente fondamental entre ces deux hommes qui sont rivaux : prendre un « nouveau départ » dans les attaques anti-ouvrières et accumuler les mesures répressives racistes. Il est clair qu'ils comptent jouer cette carte du racisme pour détourner la colère des ouvriers, et les diviser afin de faire passer des attaques contre l'ensemble des travailleurs. Il est d'autant plus crucial de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière en défense de sa composante la plus vulnérable à la peau foncée.

A ce propos la campagne du « non de gauche » n'a rien auguré de bon. Comme la campagne du « oui », elle se plaçait sur le terrain de comment défendre les intérêts de la France. La campagne pour le « non de gauche » s'est accompagnée d'un pacte de non-agression tacite avec le « non » d'extrême droite (de Villiers) et fasciste (Le Pen). Jamais dans les confrontations télévisées entre les « oui » et les « non » le « non de gauche » n'a attaqué le « non de droite », même sous la pression des « oui ». L'extrême droite se répandait contre la Turquie et les immigrés sur une base raciste et xénophobe. Elle dénonçait les délocalisations sur la même base. Le refus du « non de gauche » de combattre de Villiers et Le Pen légitimait leur racisme et annonce une nouvelle montée électorale de l'extrême droite et des fascistes aux prochaines élections.

Les « non de gauche » assuraient simplement qu'ils étaient pro-européens, voire « internationalistes », tout en multipliant les arguments chauvins contre la subordination de l'UE aux Etats-Unis via l'OTAN. Buffet déclarait par exemple pour le PCF :

« J'ai peur que demain, avec le traité constitutionnel, on place l'Europe sous l'égide des orientations de l'OTAN, qu'on appelle les Etats à augmenter leur budget militaire, comme cela est très précisément écrit dans le traité, au lieu de faire

jouer à l'UE un rôle pour le désarmement. Cela nuirait à la voix de la France sur la scène internationale. »

– l'Humanité, 2 mai

Et de même la LCR n'était pas en reste, disant, dans son tract pour le « non » :

« Cette Constitution subordonne l'Europe à l'OTAN. C'est vrai ! Il est précisé que la défense doit être compatible avec la politique arrêtée dans le cadre de l'Otan (article I-41). Or, cette alliance militaire relaie la politique impériale et guerrière des Etats-Unis. »

La chose qui inquiète la LCR c'est que la politique militaire européenne soit subordonnée aux USA au lieu d'être indépendante et de vraiment défendre les intérêts bourgeois franco-européens. Cela rappelle le soutien de la LCR... à Chirac il y a deux ans pour qu'il stoppe la guerre de Bush contre l'Irak (et ce après avoir carrément voté pour lui en 2002). Avec ce soutien à la politique extérieure de Chirac la LCR porte une responsabilité pour le plan Fillon de 2003 contre les retraites, car ce soutien avait contribué à donner à Chirac la popularité et la capacité pour mener à bien l'attaque contre les retraites deux mois après la guerre.

Aujourd'hui la même LCR pleurniche sur les attaques contre les services publics et, maintenant que Chirac a fait une chute vertigineuse dans les sondages, s'agit pour réclamer sa démission. Le seul fil directeur dans la politique de la LCR ces dernières années c'est l'opportunisme français sans plus aucune borne. Et ils comptent aujourd'hui se mettre au service d'une nouvelle alliance de collaboration de classes concoctée par le PCF avec une série de vieux politiciens capitalistes sur le retour comme Chevènement.

Pour l'unité de la classe ouvrière en lutte, pas l'unité derrière les politiciens capitalistes et leurs laquais !

Le « non » français et hollandais porte un coup mortel au « traité constitutionnel », mais l'objectif reste le même pour les bourgeoisies d'Europe, « Constitution » ou pas : elles doivent détruire ce qui reste de l'« Etat-providence », un ensemble de concessions comme la Sécu, les retraites et les services publics, institué pour calmer la combativité ouvrière dans la période qui avait suivi la victoire soviétique de 1945 ; en France la bourgeoisie était à l'époque discréditée par sa collaboration avec les nazis et elle craignait une révolution ouvrière, alors que l'Armée rouge était à Berlin. Nous écrivions dans le dernier numéro du *Bolchévik* (mars) :

« La bourgeoisie n'a aucune prédisposition à dépenser de l'argent pour améliorer le sort des masses sans qu'elle y soit forcée, et depuis la contre-révolution qui a détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992, elle cherche à reprendre ces concessions pour accroître sa compétitivité face à ses rivales. Il faut lutter pied à pied contre ces attaques : tant qu'il y aura le capitalisme, la question de la lutte pour des réformes et la lutte contre leur démantèlement restent en permanence à l'ordre du jour. La tâche d'un parti révolutionnaire est, en partant d'une lutte inlassable pour défendre les droits et les conquêtes sociales des ouvriers et des opprimés, d'amener les travailleurs à comprendre que la prise du pouvoir par une révolution ouvrière est nécessaire. »

La ligne de division fondamentale dans la société capitaliste passe entre la classe des capitalistes et celle des ouvriers. Les capitalistes possèdent les moyens de production – les usines, les mines, les moyens de transport, etc. – et ils tirent leurs profits de l'exploitation des travailleurs. La puissance sociale potentielle des travailleurs réside dans le

Suite page 15

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José

Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier

Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le *Bolchévik* est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 1 83528. Distribué par les NMPP

Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

LO s'oppose à juste titre à « une nouvelle mouture d'Union de la gauche » – mais ont-ils quoi que ce soit à proposer ?

Lutte ouvrière, contrairement au PCF et à la LCR, n'ambitionne pas des strapontins dans un gouvernement avec le PS. LO a publié un article tout à fait pertinent contre « les nostalgiques de l'Union de la gauche » (*Lutte Ouvrière*, 22 avril) qui s'en prend directement à Buffet du PCF. Arlette Laguiller a lourdement insisté que la fête de LO cette année n'était « pas un rassemblement en compagnie d'anciens ou de candidats futurs ministres d'une mouture passée ou à venir de l'union de la gauche » (*le Monde*, 17 mai). C'était évidemment une pique bien placée contre les meetings où participait Besancenot de la LCR. Lutte ouvrière mettait en garde dans son article du 22 avril :

« Mais, fût-il rebaptisé "gauche de rupture", comme le dit Jack Lang, voire même "100 % à gauche" [comme le dit la LCR – mais LO oublie gracieusement de préciser ce détail], l'objectif reste de remettre sur pied une nouvelle mouture des combinaisons du passé, "Union de la gauche" en 1981, "Gauche plurielle" en 1997. »

Très juste. Peut-être que Lutte ouvrière essaie de faire oublier qu'elle avait elle-même appelé à voter pour Mitterrand en 1981, et pour les candidats PS et PCF de la « Gauche plurielle » en 1997 dans des dizaines de circonscriptions où le Front national était présent au deuxième tour ? Pourtant par rapport au reste de la gauche LO se donne l'air d'être le seul opposant au front populaire (voir notre article de première page), mais qu'est-ce que LO propose à la place ?

Au fond le réformisme pur et simple : ils répandent des illusions que l'on peut réformer le capitalisme, le forcer à satisfaire les besoins des travailleurs et des opprimés, pourvu que la classe ouvrière exerce une pression suffisamment forte sur lui :

« Demain comme alors [Juin 36 et Mai 68], face aux manœuvres des dirigeants des partis de gauche et des syndicats, les travailleurs seront face à la nécessité de prendre directement en main et jusqu'au bout la direction de leurs luttes, s'ils veulent **contraindre le patronat à satisfaire les exigences ouvrières.** »

– *Lutte Ouvrière*, 3 juin (souligné par nous)

Ils font ainsi disparaître la nécessité d'une révolution ouvrière : on peut et on doit chercher à arracher des concessions à la bourgeoisie dans la lutte de classe, mais elle cherchera immédiatement à les reprendre ; de plus la bourgeoisie *ne peut pas* satisfaire toute une série de revendications qui sont pourtant vitales pour la survie de la classe ouvrière. Comme l'écrivait Léon Trotsky dans le *Programme de transition* de la Quatrième Internationale :

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

L'un des mots d'ordre clés de LO c'est par exemple l'interdiction des licenciements. Les licenciements, tout comme les crises économiques qui les causent, sont inhérents au système capitaliste basé sur le profit. Une armée de chômeurs désespérés est notamment dans ce pays une arme clé que manie la bourgeoisie contre la classe ouvrière pour tirer les salaires vers le bas et limiter les grèves. La seule perspective pour vraiment éradiquer la plaie du chômage, c'est de liquider le système lui-même par une révolution ouvrière.

Dans cette période de remise en cause incessante d'acquis chèrement gagnés dans le passé, une telle perspective peut paraître utopique ou trop éloignée. Ce qui est utopique c'est de penser qu'on peut interdire les licenciements sous le capitalisme. Mais l'offensive actuelle de la bourgeoisie ne fait que souligner que ces gains du passé, acquis de haute lutte et avec des sacrifices considérables, ne sont jamais garantis pour toujours, pas même pour nos enfants, sous le capitalisme. La bourgeoisie continuera toujours de chercher à accroître le taux d'exploitation en aggravant les conditions de travail et en réduisant les salaires directs et indirects.



20 Minutes



Le Bolchévik

8 mars 2004 : Arlette Laguiller, en croisade contre l'intégrisme islamique, manifeste bras dessus, bras dessous avec Fadela Amara (NPNS, au centre) et Nicole Guedj (UMP, secrétaire d'Etat à la construction des prisons, à gauche). Photo de droite : la LTF avait un cortège à la manifestation du 14 février 2004 contre la loi Chirac d'exclusions racistes des jeunes femmes voilées.

Il est possible de faire reculer la bourgeoisie et de lui extirper des concessions, nécessairement temporaires, par une lutte de classe, mais l'affirmation de LO qu'une combativité suffisante des travailleurs peut « contraindre le patronat à satisfaire les exigences ouvrières » et réguler les pires excès du capitalisme, est un mensonge. Les capitalistes ne disposent pas seulement de toute une série de moyens idéologiques (les médias, l'école, etc.) pour convaincre les opprimés que le système capitaliste est irremplaçable, et de lieutenants dans la classe ouvrière (les bureaucrates syndicaux et les partis réformistes) pour véhiculer le même message. Ils disposent aussi de leur Etat, qui est fondamentalement constitué d'un éventail de moyens de coercition pour mater les révoltes de ceux d'en bas : les flics, l'armée, la justice avec ses prisons. Pour parler crûment, dès que ça chauffe on voit les flics arriver pour rétablir l'ordre (bourgeois). Toute grève sérieuse est confrontée aux attaques des flics pour lever par la force les piquets de grève.

Lénine décrivait ainsi la différence fondamentale entre la société primitive égalitaire, et la société civilisée où apparaît l'Etat :

« [...] la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement "autonome" entraînerait une lutte armée entre elles. L'Etat se forme ; il se crée une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'Etat, nous montre de la façon la plus évidente la lutte de classe toute nue, comment la classe dominante s'efforce de reconstituer les détachements spéciaux d'hommes armés qui la servaient, et comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploités, mais les exploités. »

– *l'Etat et la révolution*

C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas ambitionner de « contrôler l'Etat », comme en rêve LO, mais se pénétrer de l'idée qu'ils doivent détruire l'Etat bourgeois dans une révolution ouvrière et instaurer leur propre Etat, la dictature du prolétariat ; c'est le seul moyen décisif de « contraindre le patronat ». C'est ce que les ouvriers russes ont fait en 1917.

Le réformisme de LO est un obstacle à la prise de conscience révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour une victoire décisive. Et de plus il sert de couverture pour la bureaucratie syndicale qui se présente comme étant simplement plus « réaliste » que LO sur ce qu'on peut obtenir immédiatement. LO met en garde contre les « manœuvres des dirigeants des partis de gauche et des syndicats », mais propose aux travailleurs qu'ils aillent tout seuls au combat (« prendre directement en main et jusqu'au bout la direction de leurs luttes »). Les travailleurs sont, même sans LO, méfiants des manœuvres de leurs dirigeants, mais la lutte spontanée n'est pas la réponse. Face aux appareils réformistes, il leur faut un parti révolutionnaire d'avant-garde pour mener la lutte à la victoire. Toutes les grandes luttes de la classe ouvrière en France ont commencé de façon spontanée, y compris Juin 36 et Mai 68 ; si elles n'ont pas débouché sur une révolution socialiste comme en Russie c'est parce qu'il manquait un parti révolutionnaire.

LO et le foulard islamique

On ne sait pas ce que LO va faire aux élections dans deux ans, mais même aujourd'hui où ils s'opposent au front populaire de Buffet, ils ont leur propre alliance de collaboration de classes sur la question du foulard islamique. La collusion de LO avec Ni putes ni soumises (NPNS) et le gouvernement contre les femmes voilées est aussi une forme de front popu-

laire. Ce sont des profs de LO, avec des profs PS et un prof dirigeant de la LCR, qui avaient été à l'initiative de l'exclusion d'Alma et Lila Lévy du lycée Henri Wallon à Aubervilliers en octobre 2003, exclusion qui avait pavé la voie à la loi raciste de Chirac. Nous défendons ces filles qui portent le foulard contre la campagne réactionnaire de l'Etat bourgeois et sa loi. En même temps le foulard est oppressif et représente un programme social réactionnaire pour confiner des femmes dans la famille, dans la maison, et dans une position de servitude. Mais l'exclusion des filles musulmanes ne peut avoir comme résultat que le renforcement encore plus important de leur isolement et de leur oppression.

Pour LO la lutte contre les femmes voilées est un véritable cheval de bataille. L'alliance entre LO et Ni putes ni soumises est centrale à cet égard. NPNS, une succursale du PS fabriquée par Malek Boutih (dont nous dénonçons les plans sinistres contre les immigrés en page 19) a servi depuis deux ans de fer de lance aux campagnes pour criminaliser les jeunes d'origine maghrébine en les présentant comme particulièrement machos et violents contre les femmes.

NPNS cherche à exploiter de façon criminelle la colère de beaucoup de jeunes femmes dans les cités-ghettos qui veulent lutter contre leur oppression, en les poussant dans les bras de leur principal oppresseur – l'Etat bourgeois raciste. NPNS exige de Chirac et Sarkozy plus d'interventions policières dans les cités et plus de flics dans les commissariats pour enregistrer les plaintes des femmes, ce qui a donné une couverture parfaite à Sarkozy pour accroître la terreur raciste des flics, jusque dans les collèges et lycées maintenant. Il faut ajouter que Ni putes ni soumises a rendu ce service à la bourgeoisie française docilement et contre rémunération sous forme de subsides importants de l'Etat. Fadela Amara de NPNS a même reçu le prix Claude Erignac pour services rendus à l'Etat.

Le 6 mars dernier il y avait une manifestation à Paris, à l'initiative de Ni putes ni soumises en opposition à la manifestation traditionnelle du 8 mars pour les droits des femmes ; en effet NPNS ne voulait pas manifester avec des femmes voilées qui risquaient de descendre dans la rue ce jour-là contre les exclusions racistes. Il s'agissait de manifester le 6 mars sans femmes voilées... mais avec le PS et le gouvernement capitaliste. L'appel à la manif, « pour un nouveau combat féministe », désignait de façon transparente, sous couvert de « lutte contre toutes les formes d'intégrisme et d'obscurantisme », l'ennemi commun, c'est-à-dire l'islam. C'est pourquoi cet appel a pu être signé officiellement par l'UMP, les catholiques de l'UDF et le PS. Et par LO ! LO raille maintenant la LCR qui fait des « rassemblement[s] en compagnie d'anciens ou de candidats futurs ministres », mais Laguiller manifestait le 8 mars de l'année dernière bras dessus, bras dessous non seulement avec Fadela Amara mais aussi avec Nicole Guedj, qui était à ce moment-là ministre de Chirac, plus précisément secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la Justice, c'est-à-dire à la construction des prisons.

LO voit dans l'Etat capitaliste une force pour lutter contre la réaction islamique et c'est pourquoi ils sont favorables à la loi : « Interdire le port du voile à l'école, c'est permettre aux jeunes filles qui ne veulent pas le porter [...] une aide dans leur combat. Et si finalement loi il y a, tant mieux » (*Lutte Ouvrière*, 6 février 2004 – soit à la veille du vote de la loi). C'est encore un exemple de leurs illusions réformistes dans l'Etat bourgeois. En France, l'islam est une religion des

Suite page 14

Les forums sociaux : avec les représentants de la bourgeoisie, et avec son argent



AP



Simone Bruno

Brasília, 17 mai : les flics de Lula répriment brutalement la marche du Mouvement des sans-terre. A droite : Lula, président de la République brésilienne, en invité vedette du FSM à Porto Alegre cette année.

Les forums sociaux prétendent lutter contre la pauvreté et l'oppression. Mais, loin d'offrir la moindre solution à la misère du monde sous le capitalisme, les Forums sociaux mondiaux ont été mis en place dans la foulée des manifestations de Seattle fin 1999 contre une réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dans l'objectif conscient d'assurer que ceux qui s'opposaient aux déprédations du capitalisme ne remettent pas en cause le système capitaliste lui-même, et de les canaliser dans une perspective de réforme infinitésimale du capitalisme (« penser globalement, agir localement »). Nous nous *opposons* à ces forums sociaux, ce qui ne veut pas dire que nous nous abstenons, mais plutôt que nous intervenons pour dénoncer ces blocs de collaboration avec la bourgeoisie et pour gagner des jeunes à une perspective vraiment anticapitaliste, c'est-à-dire prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste.

Le premier Forum social mondial (FSM) a eu lieu en 2001 au Brésil. Bernard Cassen, un idéologue bourgeois de tendance chevènementiste, et qui à l'époque était directeur général du *Monde diplomatique* et président d'ATTAC, club de réflexion bourgeois de gauche, a expliqué dans son livre *Tout a commencé à Porto Alegre*, comment l'idée a germé le 16 février 2000, deux mois après Seattle, lors d'une discussion entre lui, Oded Grajew et Chico Whittaker. Grajew était un ancien industriel du jouet, dirigeant de l'Association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté. Whittaker était secrétaire de la commission Justice et Paix de la Conférence nationale des évêques brésiliens. Autrement dit, il y avait un idéologue de l'impérialisme français, un capitaliste brésilien et un représentant de l'aile gauche du Vatican. (D'ailleurs le FSM de 2003 s'est déroulé dans l'université catholique de Porto Alegre.)

Mais le mouvement ouvrier s'est joint à cette initiative de la bourgeoisie ! Même si les partis ne sont pas officiellement partie prenante en tant que tels dans les forums sociaux, ce sont les militants des organisations ouvrières

réformistes qui constituent le gros des troupes – et une bonne partie de la direction – de ces événements : PT au Brésil, PS, PCF et LCR en France. De plus les syndicats en font partie. Il s'agit ainsi d'un « front populaire », une alliance politique de collaboration de classes entre organisations ouvrières et représentants des capitalistes, sur la base d'un programme bourgeois (voir notre article de première page).

La Charte des principes des forums sociaux, à laquelle il faut adhérer pour prendre part à ceux-ci, précise qu'on ne peut parler en tant que représentant d'un parti, ni d'une organisation militaire (ce qui exclut les mouvements de rébellion comme l'ETA basque, les FARC colombiennes... ou même les zapatistes) ; par contre les « gouvernants » et les parlementaires bourgeois sont les bienvenus. Cassen pensait initialement tenir le FSM à Belo Horizonte, dont le cacique local, Itamar Franco, était un politicien de droite et ancien président de la République brésilienne. Donc il est tout naturel qu'au premier FSM il y avait Chevènement en première ligne de la manifestation officielle, et que des politiciens bourgeois français, secrétaires d'Etat en titre dans le gouvernement Jospin, et envoyés par celui-ci, ont pris part aux débats, notamment le Vert Guy Hascoët et le radical de gauche François Huwart.

Si la bourgeoisie a été à l'initiative des forums sociaux, elle n'a pas abandonné son bébé, l'allaitant d'énormes subventions financières. Les FSM brésiliens sont financés entre autres par la mairie de Porto Alegre, l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul et le gouvernement capitaliste fédéral. Entre 2001 et 2003 les FSM ont fait l'objet de donations d'un total près d'un million de dollars de la très capitaliste Fondation Ford, également très connue pour ses liens inextricables avec la CIA (voir l'article de Rajani X. Desai publié dans *Aspects of India's Economy* n° 35 de septembre 2003 sous le titre « Economics and Politics of the World Social Forum » [Economie et politique du Forum social mondial]) ! Comme le

fait remarquer Desai, « On n'a effectivement pas besoin d'être un marxiste pour comprendre que "qui paie les violons choisit la musique" » !

Les Forums sociaux européens (FSE) s'inscrivent dans le même type d'alliances de collaboration de classes que les FSM, et les financements y correspondent, provenant pour l'essentiel de l'Etat bourgeois. Par exemple pour le FSE de 2003 à Saint-Denis, près de Paris, c'était soit directement le gouvernement (le Ministère des Affaires étrangères et le cabinet du Premier ministre Raffarin ont donné chacun 250 000 euros !), soit les mairies et conseils généraux tenus par le PS et le PCF.

En France cela paraît tout naturel de toucher du fric du gouvernement. Y compris de nombreux militants de Lutte ouvrière, une organisation qui a pourtant une image sectaire radicale, semi-clandestine, trouvent tout à fait normal que le budget de leur organisation soit couvert par l'Etat bourgeois en proportion équivalente aux cotisations qu'ils perçoivent de leurs membres et sympathisants. Pour le PCF c'est l'immense majorité de ses revenus qui viennent de l'Etat bourgeois, au moins les trois-quarts sans compter le fric qui passe par les mairies qu'il contrôle. C'est là encore une forme particulièrement grotesque de collaboration de classes, de la corruption officialisée.

Le PCF, la LCR, Lutte ouvrière, acceptent cet argent en présentant l'Etat comme quelque chose de neutre, au-dessus des classes, que l'on peut faire fonctionner pour le compte des travailleurs. En réalité ils savent très bien que c'est de la bourgeoisie et de son Etat qu'ils reçoivent l'argent, et cela correspond à leur propre réformisme : leur rôle est de demander quelques miettes à la bourgeoisie pour les ouvriers, et au passage ils touchent leur commission. Nous voulons au contraire détruire l'Etat bourgeois par une révolution ouvrière. L'Etat bourgeois, un appareil de coercition basé sur la police, l'armée, les gardiens de prison, les juges, a pour fonction de protéger par la force le système de propriété privée des moyens de production, ce qui veut dire réprimer toute tentative sérieuse des opprimés pour se libérer, et en général intimider en permanence les travailleurs et les opprimés pour les dissuader de se soulever.

La toile de fond des forums sociaux, c'est la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et la proclamation mensongère de la bourgeoisie qu'en conséquence « le communisme est mort ». Nos opposants de gauche n'étaient jamais vraiment pour le programme de la révolution socialiste, mais ils manifestaient tout au moins occasionnellement pour la forme leur adhésion au but final de renverser révolutionnairement le capitalisme. Aujourd'hui au contraire, imprégnés eux-mêmes de l'idéologie de la « mort du communisme », ils ont pour l'essentiel cessé de parler du socialisme, qu'ils considèrent comme une utopie, et ils se raccrochent à des forces de plus en plus distantes de la classe ouvrière.

Ainsi dès la fondation d'ATTAC par Bernard Cassen la LCR s'est massivement impliquée dans cette organisation, un « front populaire » lui-même où sont impliqués les syndicats, dans le but de mettre en place un système visant à limiter le caractère erratique des flux de capitaux au moyen de la « taxe Tobin », et ainsi stabiliser, donc pérenniser, le système :

« La taxe Tobin a une vocation universelle : intégrer, par la négociation, l'ensemble des gouvernements de la planète dans

une démarche coordonnée de reconstruction d'un système financier et monétaire mondial stable [...] »

- Tout sur ATTAC

On est bien loin du renversement du capitalisme ! En fait le Secrétaire général du conseil scientifique d'ATTAC, J. Cosart, a participé encore récemment (au côté de différents PDG de multinationales) à une commission mise en place à la demande de l'Elysée, et dont le rapport a servi de base au discours « altermondialiste » de Chirac prononcé à l'ONU le 20 septembre 2004. Ce rapport insiste que les différentes taxes qu'il propose sont « à taux suffisamment faibles pour ne pas perturber le fonctionnement des marchés » (*Informations Ouvrières*, 29 septembre - 6 octobre 2004).

Un livre récent publié sous la direction entre autres d'Eric Agrikoliansky (« L'altermondialisme en France - La longue histoire d'une nouvelle cause ») documente aussi les multiples racines d'obédience catholique de ce mouvement : parmi des organisations paysannes, et dans le milieu tiers-mondiste dont certains militants remontent aux catholiques qui s'étaient opposés pour des raisons morales à la guerre d'Algérie. On trouve parmi les membres fondateurs d'ATTAC *Témoignage chrétien*, journal catholique. Le très officiel Secours catholique s'est massivement investi dans le FSE de 2003 à Paris. (Seul Mélenchon du PS ne l'a pas remarqué, tout occupé qu'il était à diriger une campagne hystérique contre la participation au FSE du prédicateur musulman Tariq Ramadan.)

Le mouvement altermondialiste a pris son essor en France à la fin des années 1990. Il recyclait les déçus de la « Gauche plurielle » de Jospin qui, face aux trahisons des partis réformistes, avaient abandonné tout espoir dans la politique partisane et se tournaient vers l'activité « associative ». Le mouvement altermondialiste français, notamment ATTAC, a été mis au premier plan de la campagne du « non de gauche » à la « Constitution » européenne. Même s'il se défend de se laisser « récupérer » pour des buts partisans (c'est-à-dire promouvoir Fabius pour 2007), il a dans l'ensemble la même vision d'une Europe capitaliste qui soit plus sociale, et surtout plus forte contre les Etats-Unis. En octobre 2002 un appel avait été adopté en marge du FSE de Florence ; il s'adressait aux chefs de gouvernement européens, dont « beaucoup sont opposés à la guerre » (c'est-à-dire Chirac et Schröder), « pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU ». Ils ont ainsi consolidé l'autorité politique dont Chirac avait besoin pour attaquer les sans-papiers et les retraités de tous les travailleurs quelques mois plus tard.

Les réformistes du PS, du PCF, de la LCR ont tellement trahi depuis si longtemps qu'ils ont créé un large sentiment de défiance envers la politique en général. Toute une couche composée largement de petits-bourgeois s'est réfugiée dans une activité associative... dirigée par ces mêmes partis, en bloc avec la bourgeoisie. Notre perspective est tout autre : réimplanter le marxisme révolutionnaire dans la classe ouvrière, pour jeter les bases de futures révolutions prolétaires victorieuses. C'est un parti consacré à cette tâche que nous voulons construire. ■

Visitez le site web de la LCI
www.lci-fi.org

Le Front populaire de 1936 : l'occasion trahie d'une révolution ouvrière

Marie-George Buffet rêve ouvertement d'un nouveau « Front populaire » en résultat du succès du « non » au référendum ; dès le 9 mai elle déclarait dans une interview à l'*Humanité* : « Et si, comme je l'espère, comme c'est tout à fait possible, le "non" l'emporte, c'est un formidable espoir, comparable à celui du Front populaire, qui se lèvera dans notre peuple. »

En tant que marxistes quand nous parlons de « front populaire » c'est pour désigner de façon générique des alliances de collaboration de classes entre des organisations ouvrières et des représentants de la bourgeoisie, sur la base d'un programme bourgeois, et c'est pourquoi nous nous y opposons par principe (voir notre article de première page). Mais aujourd'hui beaucoup de gens, en entendant « front populaire », pensent à Juin 36 et aux acquis ouvriers de l'époque, et pour eux c'est un symbole d'une grande victoire des travailleurs. Si le front populaire représente une telle victoire, comment peut-on être contre, n'est-ce pas ? En réalité il faut apprécier Juin 36 comme l'occasion trahie d'une révolution ouvrière. Le front populaire est un moyen pour la bourgeoisie et les réformistes de détourner la lutte de classe des travailleurs vers la *collaboration* de classes. Les grèves de décembre 1995 ont trouvé leur débouché politique dans la « gauche plurielle » de Jospin et Buffet. En 1936 c'était pour faire dérailler la montée révolutionnaire.

La dégénérescence de la Révolution russe et le Front populaire

A l'origine du Front populaire de 1936 il y a la victoire nazie en Allemagne. Les ouvriers allemands voulaient se battre, mais ils en avaient été empêchés par leur direction dans le SPD et le KPD (le Parti communiste stalinisé). Evidemment l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne en 1933 signifiait que se rapprochait une attaque impérialiste pour détruire les fondements de l'économie collectivisée hérités de la Révolution d'octobre 1917 en Russie.

Mais en Union soviétique ce n'était plus les conseils ouvriers, les soviets, qui avaient le pouvoir politique comme du temps du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. En janvier 1924 l'opposition anti-bureaucratique dirigée par Trotsky avait été écrasée à la Treizième Conférence du parti, ce qui signifiait le passage du pouvoir des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des sommets de la classe ouvrière. C'était le commencement du « Thermidor » soviétique, par analogie avec la liquidation des Montagnards de Robespierre en juillet 1794. La bureaucratie allait commencer à élaborer son propre programme du « socialisme dans un seul pays », qui avait pour corollaire la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme et l'abandon d'une perspective révolutionnaire à l'extérieur de l'URSS. La politique des partis communistes, au lieu de lutter pour des révolutions ouvrières contre leur propre bourgeoisie, devenait d'être de simples appendices de la politique extérieure de la bureaucratie stalinienne de Moscou.

Face au danger que représentait la victoire nazie de 1933, l'URSS cherchait un pacte avec les impérialistes britan-

niques et français pour retarder l'échéance de l'attaque nazie. Et Staline s'est mis à les enjoliver comme soi-disant « antifascistes ». Aussi quand, en 1935, Laval pour le gouvernement français signa avec Staline un pacte militaire et diplomatique, le PCF alla proclamer que « Staline a raison » de se prononcer pour la défense nationale française. A partir de ce moment-là le PCF soutenait sa propre bourgeoisie, et le corollaire politique en a été de chercher à faire un bloc politique non seulement avec les sociaux-démocrates mais aussi avec les radicaux-socialistes. Les radicaux étaient le principal parti bourgeois de l'impérialisme français de l'entre-deux-guerres. Avec l'alliance des radicaux, de la SFIO social-démocrate et du PCF, le Front populaire était né. Ce tournant de 1935 était le tournant programmatique fondamental faisant du PCF le parti chauvin qu'il est aujourd'hui (bien qu'il ne soit plus que l'ombre de celui qu'il a été en 1936 et surtout au sortir de la Deuxième Guerre mondiale). Et le tournant du PCF vers le « Front populaire » en 1935 est donc intimement lié à la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique.

Le Front populaire représentait l'antithèse de la Révolution russe. Si la Révolution d'octobre 1917 avait eu lieu c'est grâce à la lutte des bolchéviks à partir du mois d'avril pour que les ouvriers russes rompent avec le gouvernement capitaliste de « front populaire » de Kérénsky - à partir d'avril parce qu'auparavant le journal la *Pravda*, édité par Staline, soutenait le gouvernement provisoire de Kérénsky, et Lénine a mené une lutte acharnée pour gagner le Parti bolchévique contre cette position. En Russie les ouvriers avaient leurs propres organes de pouvoir, les conseils ouvriers, les soviets d'ouvriers et de soldats ; en octobre, sous la direction des bolchéviks, ils ont balayé les débris du pouvoir bourgeois pour faire des soviets le nouveau pouvoir d'Etat, la dictature du prolétariat.

Le PCF subordonne la classe ouvrière aux radicaux bourgeois

1936 en France c'est une période de montée extraordinaire de la lutte des classes. La radicalisation a commencé en 1934 face à la menace fasciste, et elle débouche sur une explosion de grèves en juin 1936 qui, en France, n'a eu son équivalent à nouveau que 30 ans plus tard, en Mai 68. Même les garçons de café ont massivement fait grève. Mais, au lieu de lutter pour une révolution socialiste, le PCF va subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie.

A la suite du tournant vers la collaboration de classes codifié au Septième Congrès de l'Internationale communiste en juillet 1935, le PCF se met à œuvrer pour constituer un front populaire. En fait le PCF se trouvait à la droite des sociaux-démocrates de la SFIO et, lors de la constitution du programme politique du front populaire, un programme bourgeois de réformes, le PCF allait constamment œuvrer à limiter les revendications, afin de séduire ses partenaires bourgeois du Parti radical et leur prouver sa respectabilité. Jacques Duclos écrivait dans l'*Humanité* le 27 juin 1936 :

« En résumé, les radicaux ont raison de rappeler que *les réformes sur lesquelles se sont mis d'accord les partis du Front*

populaire ne sont, somme toute, en gros, que la reproduction du vieux programme du parti radical-socialiste. »

Un certain Gitton a, à l'époque, justifié la politique du PCF en disant : « Nous estimons impossible une politique qui face à la menace hitlérienne risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France pour laquelle le Front populaire est responsable » (*l'Humanité*, 29 mai 1936). Dans le même article Gitton donnait le prétexte suivant à la modération du programme du Front populaire, « dont le président Daladier a fait récemment observer qu'il n'avait rien de révolutionnaire et qu'il n'était pas de nature à effrayer qui que ce soit » :

« Il faut cesser de livrer des armes aux ennemis et aux démolisseurs du Front populaire qui voudraient bien voir s'écarter de nous toute une masse de gens qui nous regarde avec beaucoup de sympathie mais qui n'est pas encore prête à suivre dans notre action le même rythme que la classe ouvrière. »

- reproduit dans les *Cahiers du CERMTRI*, n° 116-117, mars-avril

Autrement dit le PCF se cachait derrière les chefs du Parti radical, qu'il voyait comme les représentants de la petite bourgeoisie, pour justifier sa propre modération.

Les élections législatives ont vu la victoire du Front populaire le 3 mai 1936. Les négociations parlementaires commencent pour la constitution du gouvernement. Les sociaux-démocrates et les radicaux sont prêts à administrer l'Etat bourgeois sur la base du programme du Front populaire, et le PCF garantit son soutien de l'extérieur. Son bureau politique écrit aux sociaux-démocrates le 14 mai :

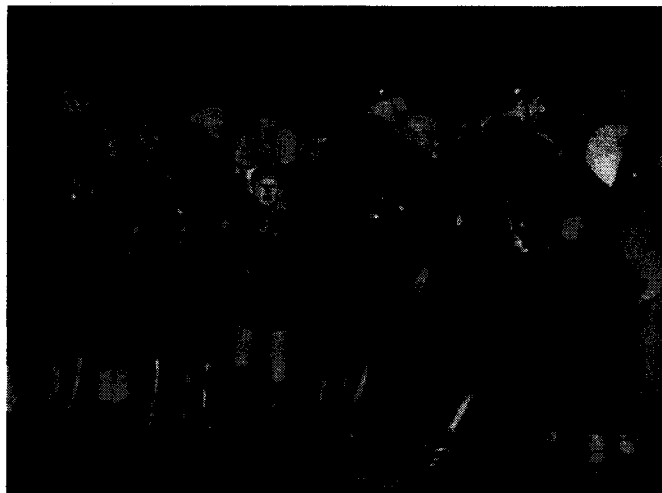
« Nous sommes convaincus que les communistes serviront mieux la cause du peuple en soutenant loyalement, sans réserves et sans éclipses, le gouvernement à direction socialiste, plutôt qu'en offrant, par leur présence dans le cabinet, le prétexte aux campagnes de panique et d'affolement des ennemis du peuple. »

- cité par Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*

Donc le PCF reste à l'extérieur du gouvernement mais c'est pour mieux le servir, et pour mieux rassurer les capitalistes.

Le PCF trahit les grèves

Face à l'énorme grève avec occupation des usines à partir de fin mai, les trotskystes ont lutté pour des organes de pouvoir prolétarien et pour l'armement du prolétariat sur la base des usines occupées par les travailleurs. Mais le PCF va lutter *contre* cette perspective en cherchant à canaliser l'action ouvrière vers l'action parlementaire du gouvernement de front populaire. Le 7 juin sont signés les accords de Matignon qui légalisent l'action syndicale dans les entreprises, définissent le principe des conventions collectives et octroient des



R. Capa

Clichy, 16 mars 1937 - Les flics du gouvernement de Front populaire de Blum tirent sur une manifestation antifasciste, faisant cinq morts.

augmentations de salaires de 12 % en moyenne (l'indice du coût des denrées alimentaires avait augmenté de 25 % entre août 1935 et mai 1936). De plus des lois seront votées instituant la semaine de 40 heures et deux semaines de congés payés. Des acquis importants, mais du point de vue de la bourgeoisie c'était peu à payer pour éviter une révolution.

Malgré les accords de Matignon et la modération des bureaucrates syndicaux qui freinaient des quatre fers, les grèves ont continué à s'étendre dans les jours qui ont suivi. Le véritable tournant qui a amorcé la reprise du travail, c'est un discours le 11 juin du Secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, devant des milliers de militants du PC de la région parisienne. C'est là que Thorez a notamment dit la chose suivante :

« Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même, savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. »

- cité par Danos et Gibelin, *ibid.*

Dans ce discours Thorez va aussi se prononcer contre la prise de possession des usines par les ouvriers et contre le contrôle ouvrier sur la production. En d'autres termes, il s'agit maintenant de retourner au boulot comme avant. Et dans les jours qui suivent les militants du PCF vont répéter cette ligne et la mettre en œuvre. C'est le reflux de la vague de grèves et bientôt les capitalistes vont repartir à l'offensive, remettant en cause petit à petit les acquis.

Avec le Front populaire le PCF a trahi une énorme opportunité révolutionnaire. La défaite et la démoralisation qui a suivi ont pavé la voie au gouvernement de Vichy. C'est d'ailleurs le Parlement de 1936, avec une majorité de radicaux et de sociaux-démocrates, qui va voter les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. L'amère leçon des fronts populaires, c'est qu'en enchaînant la classe ouvrière à la bourgeoisie ils pavent la voie à la défaite. Le front populaire d'Allende au Chili s'est terminé par la dictature de Pinochet. Les fronts populaires de Mitterrand puis Jospin se sont soldés par trois fois maintenant (1986, 1993 et 2002) avec le retour en force de Chirac et la montée des fascistes de Le Pen. A bas la collaboration de classes ! Les ouvriers ont besoin d'un parti qui soit vraiment indépendant de la bourgeoisie, un parti révolutionnaire d'avant-garde !

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris	Rouen
Le Bolchévik	Le Bolchévik
BP 135 -10	BP 240
75463 Paris Cedex 10	76003 Rouen Cedex 1
Tél : 01 42 08 01 49	Tél : 02 35 73 74 47
E-mail : ltf@webmails.com	

Les camarades allemands de la GR excluent ceux qui défendent Michael Jackson

SAV : Pas de sexe, pas de plaisir, pas de spartakiste !

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un tract publié par nos camarades de la Spartakist-Jugend, groupe de jeunesse du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), section allemande de la Ligue communiste internationale. Ce tract a été distribué aux « Journées du socialisme » qui se sont tenues du 25 au 27 mars dernier à Berlin. Ces journées étaient organisées sous les auspices de la Sozialistische Alternative Voran (SAV), le groupe frère de la Gauche révolutionnaire, laquelle est affiliée au Comité pour une Internationale ouvrière de Peter Taaffe.

SPARTAKIST 4

Les dirigeants de la SAV ne veulent pas de politique révolutionnaire à leurs « Journées du socialisme » cette année. Ils ne veulent pas que des pensées « impures » polluent les esprits virginaux de leurs militants. Le dirigeant de la SAV Sascha Stanicic nous a donc envoyé le 23 mars le mail ci-dessous :

« Comme nous vous l'avons déjà dit, vous n'aurez pas cette année la possibilité d'installer un stand d'information aux Journées du socialisme. Votre position qui consiste à relativiser les abus sexuels d'enfants, que vous avez défendue l'année dernière aux Journées du socialisme, a provoqué une grande indignation chez beaucoup de participants. Beaucoup ont déclaré qu'ils ne voulaient plus jamais entendre ce genre de positions. « Pendant des années, nous avons toléré vos contre-vérités et vos déformations des positions de la SAV, parce que nous supposions que ceux qui assistent à nos réunions pouvaient tirer leurs propres conclusions. Le fait que personne parmi ceux qui sont venus aux Journées du socialisme n'ait jamais adhéré à votre groupe confirme cette affirmation. Toutefois, avec votre attitude au forum politique des femmes aux Journées du socialisme de l'année dernière, vous avez franchi une ligne jaune, ce que nous ne pouvons pas tolérer.

« Nous vous informons par conséquent que vous êtes exclus du forum sur le thème "le nouveau sexisme", et que vous n'êtes pas autorisés à avoir un stand d'information ni à vendre des journaux à ce forum. »

La « police des mœurs » autoproclamée de la gauche a parlé. « Who's Bad ? » [Qui est méchant ?] Ceux qui ne se conforment pas à la vision du monde étroite, prude et social-démocrate des dirigeants de la SAV sont bannis. **Non à cette censure politique !**

La direction de la SAV est farouchement déterminée à défendre les valeurs familiales de ses militants et sympathisants contre nous, les communistes. Nous abordions dans notre article (sous le titre aguichant « Pourquoi le rejet, SAV ? ») l'« indignation » moraliste qui avait accueilli l'intervention de notre camarade au forum sur « La mondialisation & le nouveau sexisme » aux « Journées du socialisme 2004 » (*Spartakist* n° 155, été 2004). Notre camarade avait attaqué le moralisme prude de la SAV, et lui avait opposé notre position marxiste d'opposition à l'intervention de l'Etat dans les relations sexuelles librement consenties et dans les autres relations personnelles. Ceci inclut les « pédophiles » victimes de persécution étatique pour avoir eu des relations sexuelles avec des mineurs sur la base du **consentement effectif** – ce qui veut dire les relations sexuelles librement consenties, par opposition à être contraint à faire quelque chose que vous ne comprenez pas ou que vous ne voulez pas faire. Les cadres de la SAV ont sauté au plafond à cause de ça et du fait que nous défendons Michael Jackson – un Noir encore une fois pris pour cible par les tribunaux US racistes. Nous écrivions :

« Il est possible que les relations de Michael Jackson avec les adolescents n'avaient absolument aucun caractère sexuel, comme il le soutient obstinément, mais pour nous là n'est pas la question. Jackson est poursuivi en vertu du Code pénal californien qui réprime les "actes indécents commis sur un mineur". Ce Code prohibe les actes commis avec l'intention de susciter, d'inciter ou de satisfaire l'envie, les passions ou les désirs sexuels de la personne ou de l'enfant. L'Etat ne fait clairement et délibérément aucune distinction entre actes effectués sous la contrainte et actes librement consentis. »

– « Halte à la vendetta contre Michael Jackson ! », *Workers Vanguard* n° 818, 23 janvier 2004

La SAV calomnie cette position de façon répugnante comme une « défense des violeurs » ou, selon la formule utilisée par Stanicic, une manière de « relativiser les abus sexuels d'enfants ». En calomniant ainsi Jackson, **la direction de la SAV embrasse les valeurs racistes et réactionnaires du gouvernement intégriste néoconservateur de Bush, dont les sbires mènent une chasse aux sorcières contre Jackson !**

Stanicic nous accuse de répandre des « contre-vérités » et des « déformations » pour couvrir le fait que la SAV est trop couarde pour défendre sa propre politique. Sinon, pourquoi interdire à un groupe de vendre son journal à son forum ? En



A bas la chasse aux sorcières raciste et anti-sexe contre Michael Jackson !

fait, l'« indignation » et la censure de la SAV contre notre opposition révolutionnaire à la persécution des minorités sexuelles par l'Etat sont une preuve supplémentaire de ce que nous avons toujours dit : que ce sont des sociaux-démocrates (avec de temps en temps un peu de rhétorique militante). La frénésie de la SAV n'est pas juste de la démagogie cynique. Toute cette affaire reflète une arriération profonde sur les questions de liberté personnelle – et notamment sexuelle. Cette arriération a tout à voir avec la social-démocratie anticommuniste, à laquelle la SAV se subordonne présentement sous la forme de l'« alternative électorale » ASG [Arbeit & Soziale Gerechtigkeit – Travail et justice sociale]. Pour la bourgeoisie et sa police politique dans le mouvement ouvrier, la social-démocratie, il est bien sûr d'une importance fondamentale que les travailleurs (et le reste de la population) soient enrégimentés par la moralité bourgeoise hypocrite – Eglise, cours d'« éthique » à l'école et famille. La famille – l'institution centrale dans une société de classes pour l'oppression des femmes et des enfants – sert à transmettre cette moralité et cet embrigadement à la prochaine génération de travailleurs. C'est pourquoi toute forme de sexualité qui remet en cause la « norme » monogame – homosexualité, pédophilie, etc. – est stigmatisée comme « déviante » et « pécheresse ».

Et bien sûr le principe suprême de tous les sociaux-démocrates est que l'Etat capitaliste, en tant que protecteur du « bien commun », joue le rôle de faire respecter cette moralité hypocrite. Ce même Etat, gardien de la propriété privée des moyens de production et de la famille réactionnaire, est la source de toutes les persécutions réactionnaires des gays, des lesbiennes et des minorités en général. L'ASG veut soutenir et renforcer cet Etat, ce qui signifie démontrer sa capacité à gouverner. C'est la raison pour sa chasse aux sorcières contre la SAV et d'autres groupes de gauche qui usent d'un verbiage socialiste. En utilisant des méthodes similaires de censure contre nous, la SAV exprime sa propre pruderie étriquée, et soutient l'Etat et son intrusion réactionnaire dans la vie privée des gens. De cette manière, elle se présente comme respectable vis-à-vis des bureaucrates d'ASG. Voici une organisation dont le « programme des femmes socialistes » appelle à des mobilisations syndicales contre la pornographie ! La pornographie n'est pas le viol ou une violence envers les femmes, comme le prêchent les

féministes et la SAV. C'est une question privée, qu'on peut trouver excitante ou intéressante. L'Etat capitaliste la criminalise afin d'enrégimenter plus strictement la vie des gens. Le programme de la SAV pour une « censure syndicale » revient à un appel social-démocrate à transformer les organisations ouvrières en auxiliaires du code moral de l'Etat. Une telle vision est opposée à l'aspiration socialiste (et humaniste) la plus élémentaire à une société où *les gens peuvent vivre librement*.

Le premier pas vers une telle société – une révolution ouvrière pour exproprier la bourgeoisie – a été accompli avec la Révolution d'octobre 1917. Le nouveau gouvernement des soviets d'ouvriers et de soldats avait une vision nettement différente de celle de la SAV :

« La loi soviétique se base sur le principe suivant :

« Elle déclare la non-interférence absolue de l'Etat et de la société dans les affaires sexuelles, tant que nul n'est blessé et que les intérêts de personne ne sont empiétés [...] »

« Concernant l'homosexualité, la sodomie et toute autre forme de gratification sexuelle qui sont considérées comme une offense contre la moralité publique dans la législation européenne – la législation soviétique les traite exactement de la même façon que les rapports « naturels ». Toute forme de rapport sexuel est une affaire d'ordre privé. »

– *The Sexual Revolution in Russia* [La révolution sexuelle en Russie], Grigorii Batkis, directeur de l'Institut d'hygiène sociale de Moscou [1923], cité dans *The Early Homosexual Rights Movements, 1864-1935* (1974), textes réunis par J. Lauritsen et D. Thorsstad [souligné dans l'original]

Le facteur décisif fut le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky qui avait guidé la révolution vers le succès – un parti qui déclarait une guerre implacable à tous les aspects de l'oppression capitaliste et toutes les manifestations de violence et d'arbitraire d'Etat contre les minorités persécutées. Avec sa censure et son soutien réactionnaire à la pruderie anti-sexe, la SAV montre encore une fois qu'elle n'a rien à voir avec la tradition de Lénine et Trotsky. Nous luttons dans cette tradition, pour le parti de la révolution socialiste mondiale, afin de réaliser tous les espoirs de progrès humain et de liberté suscités par la Révolution russe. **Gouvernement hors des chambres à coucher ! A bas l'exclusion anticommuniste aux « Journées du socialisme » ! Non à la « police des mœurs » de la gauche !** ■

Spartacist
édition française
n° 36
(été 2004 – 60 pages)

Femmes et Révolution
Sex Slaves On Main Street
Les USA et l'ONU partent en croisade contre la « traite des femmes »

SPARTACIST
L'exploitation à caractère sexuel dans le mouvement de lutte révolutionnaire
Le rôle pour la jeunesse révolutionnaire dans la lutte pour le socialisme
La restauration Maoïste : une révolution pro-bourgeoise non démocratique
Les ASG, le mouvement ouvrier, le socialisme et la révolution
Les ASG, le mouvement ouvrier et le socialisme : une lutte pour le socialisme

1,50 EUR
Gratuit pour les abonnés au Bolchévik

Pour commander, écrire à :
Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 EUR pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Hors Europe : 4,50 EUR (avion 6 EUR)
Etranger : mandat poste international
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____
Adresse _____ CP _____
Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*
Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

Fac Paris 8 Saint-Denis :

A bas la répression contre les étudiants en anthropologie et ceux qui les soutiennent !

Flics et vigiles hors de la fac !

Nous reproduisons ci-dessous un tract de la LTF.

* * *

2 mai - Le 14 avril à 6 heures du matin une centaine de flics et CRS ont attaqué une vingtaine d'étudiants et de jeunes qui occupaient jour et nuit depuis le 21 mars l'amphi A1 pour protester contre les plans de l'administration de la fac de liquider le département d'anthropologie. L'administration a porté plainte pour « dégradations », et elle a carrément fermé l'université pour plus d'une semaine, jusqu'aux vacances de printemps. Elle espérait ainsi reprendre la main d'ici la rentrée. **Levée des poursuites contre les jeunes ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les**

immigrés, y compris les étudiants sans-papiers ! Les étudiants ont continué de protester malgré l'intimidation de dizaines de flics maraudant autour de la fac pour empêcher les étudiants d'y pénétrer. Nous disons : **Non à la fermeture du département d'anthropologie ! A bas la répression ! Flics et vigiles hors de la fac !**

Le président de la fac, Lunel, a utilisé tous les mots codés racistes pour justifier son appel aux flics, parlant de soi-disant dégradations et de l'« infiltration » d'éléments étrangers à la fac, de dealers, etc. En un mot il blâmait implicitement les jeunes d'origine immigrée venant des cités ghettos proches de la fac : Lunel cherchait vicieusement à diviser les étudiants entre ceux régulièrement inscrits et de supposés éléments étrangers ou illégaux, et à discréditer la lutte des étudiants.

Le projet de démantèlement du département d'anthropologie s'inscrit plus largement dans le cadre du projet LMD (licence-mastère-doctorat). C'est en fait le gouvernement Jospin-PCF-Verts qui avait été à l'initiative du projet LMD en 1998 : sous couvert d'harmonisation des diplômes à l'échelle européenne, le plan LMD conduit à l'accentuation des différences entre les facs, notamment en fonction de leur accès à des financements privés, et à l'augmentation drastique des frais d'inscription. Cette attaque s'inscrit plus largement dans le cadre des attaques contre l'ensemble des



LP/Guillaume Auda

Protestation le 15 avril après la fermeture de la fac, au lendemain de l'attaque d'une centaine de flics contre les étudiants en anthropologie

acquis arrachés par les travailleurs en Europe de l'Ouest depuis la victoire soviétique de 1945 contre la barbarie nazie.

Ces acquis, comme la Sécurité sociale, les retraites, etc., avaient été concédés par les puissances occidentales pour réduire l'attrait de l'Union soviétique et la sympathie pour le communisme parmi les travailleurs d'Europe de l'Ouest. Depuis l'effondrement de l'URSS en 1991-1992 la bourgeoisie considère ces acquis ouvriers comme des frais annexes dont elle peut se passer ; elle veut se débarrasser de tout ce qui ne lui rapporte aucun profit à court terme et qui pèse sur sa compétitivité par rapport à ses rivaux améri-

cains et japonais. La suppression annoncée du département d'anthropologie à Paris 8 est un petit exemple des plans de démantèlement de l'éducation nationale. La bourgeoisie dispose de millions de chômeurs ; elle n'a aucun boulot qualifié à donner aux jeunes chômeurs des cités et n'a pas l'intention de leur donner accès aux connaissances.

Les lycéens, qui sont en lutte depuis des mois contre la loi Fillon (qui fait partie des attaques contre l'éducation), ont été victimes des mêmes brutalités policières. Les flics n'ont eu de cesse de faire des provocations contre les manifestations lycéennes pour ensuite avoir des prétextes pour la répression. Le 22 avril plus de 150 lycéens et un prof ont été sauvagement attaqués lors de l'occupation d'une annexe du ministère à Paris. Neuf d'entre eux ont été mis en examen et encouront des années de prison. Ne croyez pas la « Gauche révolutionnaire » (un petit groupé actif sur la fac) et autres « trotskystes » de contrefaçon comme la LCR ou LO : les flics ne sont pas des « travailleurs en uniforme », mais les chiens de garde de la propriété capitaliste. Et ils l'ont brutalement rappelé à Paris 8 le 14 avril. Les flics, vigiles et matons n'ont rien à faire dans les syndicats !

Derrière l'augmentation ces dernières semaines de la répression de l'Etat contre les lycéens, les étudiants de Paris 8 et plus généralement les jeunes d'origine immigrée, il y a le fait que la classe ouvrière fait preuve depuis trois mois

d'un regain de combativité, avec des manifestations et des grèves contre les attaques du gouvernement. Le gouvernement craint que les actions des lycéens ou d'autres servent d'étincelle à une explosion de la classe ouvrière. La terreur des flics contre les couches les plus vulnérables de la jeunesse et de la population d'origine immigrée représente un avertissement contre tous les travailleurs.

Pour des mobilisations ouvrières en défense de l'éducation et contre la terreur raciste !

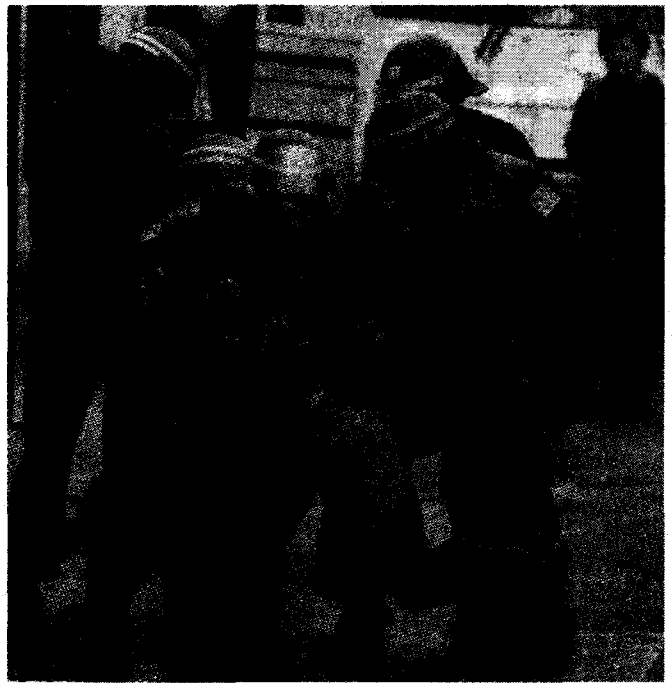
La classe ouvrière doit se mobiliser pour défendre l'éducation pour ses enfants et pour elle-même, beaucoup d'étudiants (notamment à Paris 8) étant par ailleurs des travailleurs chez MacDo, à la Poste ou ailleurs. Les travailleurs produisent l'essentiel des richesses, et surtout (pour les capitalistes) les profits, sur lesquels est basé le capitalisme. Les travailleurs représentent la seule force sociale qui puisse regrouper derrière elle tous les opprimés pour diriger une révolution socialiste renversant une bonne fois pour toutes l'ensemble du système capitaliste. C'est pourquoi les étudiants doivent se tourner vers la classe ouvrière. Malgré les défaites que la classe ouvrière a subies depuis vingt ans et plus, que ce soit sous Mitterrand, Jospin ou Chirac, la lutte des classes continue car elle est inséparable de l'exploitation capitaliste elle-même.

Ces défaites sont la responsabilité des directions syndicales et des partis réformistes, PS, PCF et LCR qui ont fait partie de tous les gouvernements Mitterrand et Jospin ou les ont soutenus, et qui maintenant s'emploient à canaliser la colère contre ce gouvernement vers une nouvelle mouture de gouvernement « de gauche », un front populaire, c'est-à-dire un gouvernement de coalition avec des formations bourgeoises.

En Seine-Saint-Denis ce sont de jeunes travailleurs, souvent les enfants ou petits-enfants d'ouvriers immigrés d'origine africaine et nord-africaine, qui ont été début mars à l'initiative d'une grève de 800 ouvriers pendant plus d'une semaine à Citroën Aulnay, une grève largement victorieuse. Les jeunes travailleurs issus de l'immigration peuvent être à l'avant-garde d'une lutte révolutionnaire. Ce ne sont pas seulement d'éternelles victimes, comme les présente la pétition « Appel des Indigènes de la République », qui a déclenché une avalanche de critiques car elle assène quelques vérités sur l'héritage colonial de l'Etat français. Mais par ailleurs cette pétition appelle à la « décolonisation » de la République :

« L'Etat et la société doivent opérer un retour critique radical sur leur passé-présent colonial. Il est temps que la France interroge ses Lumières, que l'universalisme égalitaire, affirmé pendant la Révolution Française, refoule ce nationalisme arc-bouté au "chauvinisme de l'universel", censé "civiliser" sauvages et sauvages. Il est urgent de promouvoir des mesures radicales de justice et d'égalité qui mettent fin aux discriminations racistes dans l'accès au travail, au logement, à la culture et à la citoyenneté. »

La pétition fait ainsi appel à cette même bourgeoisie française qui s'est enrichie avec la colonisation, l'exploitation des ressources des pays colonisés et l'esclavage qui ont fait de la France la puissance impérialiste qu'elle est. Cette bourgeoisie impérialiste continue encore aujourd'hui à avoir recours à la terreur raciste contre les descendants de ses esclaves coloniaux et utilise les préjugés racistes qu'elle a nourris pour diviser et affaiblir la classe ouvrière afin de mieux l'exploiter. Ses occasionnelles belles paroles hypocri-



AFP

Le 20 avril plus de 150 lycéens étaient embarqués par les flics suite à l'occupation d'une annexe du ministère. Levée des inculpations et des condamnations contre tous les lycéens !

tes sur l'« égalité, fraternité », etc., ont uniquement pour but de souder les travailleurs derrière les « valeurs de la République », c'est-à-dire en fait derrière la bourgeoisie raciste.

De plus la bourgeoisie française, les Bouygues et compagnie, continue de s'enrichir sur le dos des néocolonies d'Afrique et n'hésite pas à envoyer des troupes écraser les rébellions si ses intérêts sont en jeu, comme elle l'a fait encore récemment en Côte d'Ivoire. Répandre l'illusion que le capitalisme français peut se « décoloniser » ne peut que neutraliser les jeunes travailleurs originaires des anciennes colonies qui subissent la terreur raciste dans ce pays et les détourner d'une véritable lutte contre le système capitaliste qui les écrase.

Mais ce ne sont pas des organisations comme le PCF ou la LCR, qui n'aspirent qu'à des strapontins dans un gouvernement de coalition avec le PS et des formations bourgeoises soi-disant de gauche, qui pourront organiser cette lutte. Ce qu'il faut, c'est un parti qui se batte réellement pour que les travailleurs et les opprimés – comprenant qu'en fin de compte cela ne peut pas se faire dans le cadre du capitalisme – se donnent les moyens de le renverser, avec la perspective d'instaurer une économie planifiée et centralisée internationalement, fonctionnant dans l'intérêt de l'humanité. C'est un tel parti que nous voulons construire, et nous luttons pour gagner les étudiants à la cause de la révolution prolétarienne.

PCF et LCR en lutte... pour une nouvelle alliance avec la bourgeoisie

Face à l'attaque policière à Paris 8 les syndicats de profs et de travailleurs ont brillé par leur absence, y compris les nombreux profs de Paris 8 qui militent à la LCR. De leur point de vue ils ont effectivement mieux à faire que de se mobiliser pour les étudiants de Paris 8 : le jour même de l'attaque des flics, le 14 avril, il y avait un meeting de 6 000 personnes organisé par le PCF au Zénith à Paris. Là le

porte-parole de la LCR, Besancenot, était aux anges de partager la tribune non seulement avec le PCF et le ponton du PS Mélenchon (ex-ministre de Jospin à l'Éducation... alors que se préparait le projet LMD), mais aussi avec des représentants de partis ouvertement capitalistes, comme Georges Sarre du MRC chevènementiste ou Francine Bavay des Verts.

Derrière la « campagne unitaire » pour le « non de gauche » à la « Constitution » européenne lors du prochain référendum, il s'agit en réalité des grandes manœuvres dans la perspective des prochaines élections présidentielles et parlementaires. Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, déclarait que ce meeting allait permettre de créer « les conditions d'une victoire populaire contre la droite » (*le Monde*, 16 avril) et que « je respecte les tenants du oui à gauche, car, après le 29 mai, il faudra bien qu'on travaille ensemble pour entendre ce que nous auront dit les électeurs » (*le Figaro*, 15 avril). Autrement dit le PCF fera alliance avec le PS de Fabius, partisan du « non », comme avec celui de Jack Lang, porte-parole du « oui ». Le PCF, LO et la LCR sont pour une Europe capitaliste (pourvu qu'elle soit « sociale et démocratique », comme le dit la LCR). Pour notre part nous votons « non » à la « Constitution » parce que nous sommes contre l'Europe capitaliste en tant que telle : il s'agit nécessairement d'une alliance autour des principales puissances impérialistes d'Europe pour améliorer leur propre compétitivité face à leurs rivales des USA et du Japon : une telle alliance ne peut se faire *que* sur le dos de la classe ouvrière multiethnique d'Europe et des peuples asservis par le néocolonialisme.

Depuis cent ans en France, lorsque la bourgeoisie a besoin de museler les luttes de la classe ouvrière, elle a recours à des gouvernements capitalistes de collaboration de classes, c'est-à-dire qui se basent sur des alliances entre les organisations réformistes de la classe ouvrière et des représentants officiels de la classe des capitalistes. La présence de partis capitalistes (chevènementistes et Verts, par exemple) dans ces alliances sert de garantie à la bourgeoisie que, quoi qu'il arrive, ce gouvernement gèrera loyalement l'État bourgeois dans l'intérêt des capitalistes. Elle sert également d'alibi à des réformistes comme Besancenot ou Buffet pour justifier leur propre perspective de gestion du capitalisme. Ils prétendent qu'en entrant dans le gouvernement ils le « pousseraient à gauche », alors qu'en réalité ils serviraient de caution de gauche aux attaques anti-ouvrières d'un tel gouvernement capitaliste, paralysant les travailleurs d'autant plus que ce sont des dirigeants « ouvriers » qui mèneraient ces attaques. C'est le rôle que joue depuis plus de deux ans Rossetto, le camarade brésilien de Besancenot, comme membre du gouvernement capitaliste de Lula, pour lequel le FMI ne tarit pas d'éloges (voir notre article dans *le Bolchévique* n° 171, mars).

Saint-Denis demeure un bastion du PCF. La mairie est tenue par le PC depuis des dizaines d'années, et emploie des milliers de travailleurs qui sympathisent avec lui. Bien entendu elle n'a mobilisé personne le 14 avril en défense des étudiants. Le 5 janvier Braouezec, le président de Plaine-Commune, dont fait partie la ville de Saint-Denis, a ordonné l'expulsion des Roms rue du Landy. Si le PCF et la LCR parviennent au gouvernement ils feront exactement le même sale boulot que Chirac, de Villepin et Sarkozy, qui eux-mêmes ne font que poursuivre le sale boulot du gouvernement de Jospin... et ses ministres Mélenchon et Buffet.

Il y a cinq ans, sous le gouvernement Jospin-PCF-Verts, des centaines de flics de la BAC et des CRS avaient envahi la

fac de Paris 8, à l'appel de l'administration, pour déloger les étudiants sans papiers qui occupaient l'amphi X depuis deux mois. Les organisations de gauche colportaient à l'époque des illusions dans l'administration de la fac. Pourtant celle-ci, dirigée par le PCF, s'était livrée à une campagne vicieuse croissante contre les étudiants sans-papiers afin de préparer l'assaut policier. Avec les Verts, elle diffusait des déclarations mensongères dépeignant les étudiants comme manipulés par des éléments extérieurs violents, et parlait d'occupation qui « prend Paris 8 en otage » (voir *le Bolchévique* n° 152, printemps 2000). C'est pratiquement mot pour mot le langage de Lunel aujourd'hui. Cela montre que l'administration applique simplement la politique du gouvernement bourgeois sur la fac, qu'elle soit dirigée par la droite, par le PCF ou peut-être demain un prof de la LCR.

Il y a cinq ans c'est le PCF qui avait « normalisé » la fac de Saint-Denis, pour en finir avec une pratique de longue date où l'administration n'était pas trop regardante sur les titres de séjour. Aujourd'hui c'est une administration à la solde des gaullistes, qui non seulement est regardante sur vos papiers mais exclut des jeunes femmes voilées, comme Habiba. Nous nous opposons à ces exclusions qui sont tout simplement de la discrimination raciste contre des jeunes femmes d'origine maghrébine ou africaine. Mais, contrairement aux JCR (dont le dirigeant sur la fac déclare sans sourciller que le voile est une simple question vestimentaire), nous pensons que le voile est un symbole de l'oppression des femmes. Lunel a interdit pendant des semaines le film « Un racisme à peine voilé » que voulaient montrer sur la fac les JCR. Le film n'a pu être montré que le 24 mars dans l'amphi A1 occupé par les « anthropotes ». Puis Lunel a interdit aussi les « Assises des Indigènes de la République » qui étaient programmées sur la fac (sous la pression du PS et du PCF la Bourse du travail a par la suite refusé également une salle aux Assises, qui sont maintenant reportées au 7 mai). Le silence complice du PCF et de la LCR sur ces censures racistes à Paris 8 a encouragé Lunel à finalement balancer les flics contre les anthropologues en lutte en utilisant des arguments racistes contre les jeunes des cités.

Paris 8, Mai 68 et la révolution

La fac de Paris 8 elle-même (ex-Vincennes) est le résultat direct de la puissante grève générale ouvrière de Mai 68. Son ouverture en janvier 1969 était une concession faite aux étudiants, dans le but d'ailleurs d'en éloigner les plus radicaux du centre de Paris. Il y a eu des acquis substantiels arrachés en Mai 68, mais le PCF avait en fait trahi la situation pré-révolutionnaire ouverte par la grève générale ouvrière, qui aurait pu déboucher sur le renversement du capitalisme lui-même. En sauvant ainsi la bourgeoisie française et le capitalisme d'Europe occidentale, le PCF, en liaison avec les bureaucrates staliniens de Moscou, avait trahi une occasion de se débarrasser du système capitaliste. Cela a contribué à discréditer le communisme aux yeux de nombreux travailleurs, miner encore plus l'État ouvrier dégénéré soviétique et paver la voie à sa ruine en 1991-1992.

Alors qu'à ce moment-là la LCR, sous la plume de sa dirigeante Catherine Samary, soutenait la contre-révolution d'Eltsine, nous avons lutté pour mobiliser la classe ouvrière soviétique en défense des acquis de la Révolution russe qui y subsistaient – l'expropriation du capitalisme et la propriété collectivisée – pour que les ouvriers soviétiques renversent les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine et l'empêchent de restaurer le capitalisme qui allait plonger les

masses de l'ex-URSS et internationalement dans une misère profonde. Nous luttons pour que la classe ouvrière soviétique fasse une révolution politique, c'est-à-dire, tout en maintenant la propriété collectivisée, renverse la bureaucratie stalinienne du Kremlin qui avait usurpé le pouvoir politique de la classe ouvrière et de ses organes de démocratie ouvrière, les soviets.

Nous continuons un combat similaire aujourd'hui avec la Chine, où le sort de l'Etat ouvrier déformé issu de la Révolution de 1949 est en jeu, face à la pénétration croissante, encouragée par la bureaucratie stalinienne, des forces capitalistes en Chine continentale elle-même et face aux mena-

ces militaires croissantes des impérialistes japonais et américains. L'économie collectivisée et l'expropriation des capitalistes sont des acquis que nos opposants politiques à gauche refusent de défendre. Comment peuvent-ils prétendre défendre d'autres acquis, sans parler d'en conquérir de nouveaux ?

Non au démantèlement de l'Education publique et gratuite ! A bas les attaques contre la santé, les retraites et les conditions et horaires de travail ! Flics et vigiles hors des facs ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! A bas la terreur raciste ! A bas la collaboration de classes ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique ! ■

Lutte ouvrière...

Suite de la page 4

opprimés, une religion du ghetto. L'ennemi principal ici ce ne sont pas les intégristes musulmans mais l'Etat français raciste, anti-ouvrier et anti-femmes. Le développement de la religion, cet « opium du peuple », est le résultat du désespoir et de l'absence de toute perspective face au chômage massif et à la ségrégation raciste. Il est de plus attisé par des dizaines d'années de trahisons des organisations ouvrières en France (voir notre article de première page notamment sur l'histoire récente du PCF à cet égard). Les jeunes femmes voilées trouvent dans l'islam une illusoire consolation à leur isolement et à leur oppression, et c'est pourquoi pour des marxistes la lutte contre la religion est inséparable de la lutte contre le capitalisme raciste, qui est la cause de cette discrimination.

Evidemment LO se proclame antiraciste et a régulièrement dans son journal des articles en défense des sans-papiers. Cela peut donc paraître paradoxal qu'elle se retrouve aussi centralement impliquée avec la question du foulard dans une campagne du gouvernement destinée à renforcer la terreur raciste dans les cités-ghettos.

Les grèves de 2003 sur les retraites : LO escamote la question du racisme

En pleine vague de grèves au printemps 2003 Chirac avait consciemment cherché à introduire la question d'une interdiction du foulard dans les écoles publiques, afin d'essayer de diviser les enseignants petits-bourgeois qui, avec les cheminots, étaient en pointe dans les actions ouvrières. Ces grèves se produisaient aussi dans le contexte de la guerre contre l'Irak, que la bourgeoisie avait saisie comme prétexte pour mettre le plan de quadrillage raciste Vigipirate au niveau « rouge », prétendant que la France aussi était sous la menace imminente d'une attaque terroriste d'immigrés islamistes et de jeunes des cités-ghettos. Pour la première fois depuis des années des charters de déportation de sans-papiers étaient mis en place.

Toutes ces campagnes racistes pour attiser la peur servaient à essayer de diviser la classe ouvrière, et quand la classe ouvrière s'est mobilisée pour défendre les retraites elles ont été encore augmentées de façon véhémente. On ne peut parvenir à une unité de la classe ouvrière, et à ce qu'elle soit solidaire, que si l'on gagne les travailleurs à la perspective de combattre activement tous les préjugés racistes, anti-femmes et anti-homosexuels qui sont répandus par la bourgeoisie et ses gouvernements.

Mais pendant toute cette période de grèves en 2003 - c'est-à-dire quand cela comptait - pas un seul des tracts de LO pour les manifestations massives, pas un seul de ses édi-

toriaux distribués dans les entreprises, ne soulevait la question de l'oppression raciste. En fait LO refuse de façon systématique de s'opposer à Vigipirate. LO voit bien que les capitalistes utilisent le racisme pour diviser les travailleurs, mais ils en tirent la conclusion que s'ils le soulevaient dans les luttes cela serait un obstacle à la lutte économique de l'ensemble des travailleurs, y compris les plus arriérés et racistes.

Quand leurs tracts aux grévistes mettaient en garde contre les tentatives du gouvernement de diviser les travailleurs, c'était par référence au secteur public et au secteur privé. Mais, pour mobiliser le secteur privé, étant donné la forte proportion de travailleurs d'origine immigrée dans de nombreux secteurs de l'industrie, encore une fois il est nécessaire d'affronter en tête la question de l'oppression raciste, y compris le rôle des flics racistes dans les syndicats (ils participaient même nombreux à ces manifestations dirigées par le secteur public). Une nouvelle fois LO évite avec application de soulever de telles questions qui sont cruciales pour l'unité des travailleurs. Nous disons : **Flics, matons, hors des syndicats !**

En tant qu'embryon du parti léniniste d'avant-garde que nous cherchons à construire, nous voulons procéder de façon exactement inverse, profitant des changements de conscience qui apparaissent dans les luttes pour élargir cette conscience à des questions extérieures à la lutte économique elle-même des travailleurs. Il s'agit de généraliser la compréhension qu'ont les travailleurs de l'oppression capitaliste, mais c'est aussi une mesure élémentaire d'autodéfense contre les tentatives de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner.

LO imagine que c'est à travers les luttes syndicales elles-mêmes que les travailleurs vont se radicaliser, accroître leur niveau de conscience, voire avancer vers une révolution et ils poussent les travailleurs à plus de combativité. Ils sont souvent en première ligne des grèves, mais ils se limitent à ce que Lénine appelait le trade-unionisme, c'est-à-dire la lutte syndicale. Et dans *Que faire ?* Lénine ne mâchait pas ses mots : « le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie » et ce parce qu'il reste dans le cadre de la lutte des travailleurs pour vendre plus cher leur force de travail aux capitalistes. LO invoque en le déplorant le bas niveau de conscience des travailleurs - pour refuser elle-même de présenter autre chose qu'une perspective « trade-unioniste ». LO contribue ainsi elle-même à convaincre les ouvriers qu'il est utopique de lutter pour une perspective révolutionnaire.

LO, le voile et l'Afghanistan

Au mois de février LO a fait une présentation sur les religions et les femmes dans le cadre de son « Cercle Léon

Trotsky ». Cette présentation contient pas mal d'explications quasi-marxistes qui visent à présenter LO comme le champion du matérialisme et de la libération des femmes. Ils disent que « Toutes les religions, expressions archaïques d'un passé de barbarie, sont anti-féministes par nature. » Ils expliquent à juste titre que le voile symbolise l'oppression des femmes, y compris dans d'autres religions que l'islam ; ils n'y vont pas du dos de la cuiller contre l'Eglise catholique. Ils expliquent en gros comment l'oppression des femmes est ancrée dans la propriété privée des moyens de production. Incroyable mais vrai, ils parlent de l'homosexualité, de l'adultère, du sexe au Moyen Age, etc.

Ils blâment aussi l'impérialisme pour la montée de la réaction islamique dans les pays du tiers-monde. Il faut oser le faire pour un groupe qui pendant la guerre en Afghanistan dans les années 1980 s'était opposé à l'intervention soviétique là-bas, et l'avait même comparée à l'intervention impérialiste américaine au Vietnam. La guerre d'Afghanistan était un cas unique dans l'histoire moderne où les droits des femmes étaient une question déterminante ; la victoire finale des intégristes, soutenus par les impérialistes, a contribué à l'augmentation de l'intégrisme islamique au travers du monde.

Nous sommes très fiers de la position que nous avons prise en 1979, quand nous avons *salué* l'Armée rouge soviétique en Afghanistan. Elle intervenait à la demande du gouvernement pour mater une rébellion de mollahs moyen-âgeux qui s'opposaient à quelques réformes concernant notamment les droits des femmes. Ces mollahs étaient armés et financés par la CIA – et soignés par des « French doctors » comme le social-démocrate Kouchner.

A cause de l'arriération économique de l'Afghanistan et donc de l'absence de la classe ouvrière, la présence des troupes soviétiques, qui rendaient possible l'intégration de l'Afghanistan à l'Asie centrale soviétique, était pour les femmes afghanes et les peuples d'Afghanistan *la seule chance* de se libérer. Bien sûr ce n'est pas le sort des femmes afghanes qui motivait les vieux bureaucrates du Kremlin ; ils intervenaient pour protéger l'URSS sur sa frontière Sud contre l'impérialisme. Mais du fait même que l'URSS reposait sur la propriété collectivisée des moyens de production, la présence soviétique était à long terme incompatible avec les mœurs féodales défendues par les mollahs de la CIA, et ce en dépit du fait qu'une caste parasitaire stalinienne avait usurpé le pouvoir politique à Moscou.

Si l'URSS était restée, si elle avait incorporé l'Afghanistan, non seulement cela aurait porté un coup d'arrêt à l'islamisme extrémiste, mais cela aurait pu être un levier pour une révolution politique ouvrière contre la bureaucratie stalinienne traître de Gorbatchev. C'est pourquoi nous avons un mot d'ordre « Etendez les acquis de la Révolution d'octobre 1917 aux peuples afghans ».

Nous regrettons que l'Armée rouge n'ait pas liquidé à l'époque les Ben Laden et autres fanatiques et nous avons

dénoncé le lâche retrait soviétique en 1989 ordonné par Gorbatchev pour apaiser l'impérialisme occidental. Ce retrait était un terrible crime contre les peuples d'Afghanistan, notamment les femmes, qui depuis sont contraintes, si elles veulent rester en vie, de ne jamais voir la lumière du jour et de rester enfermées des pieds à la tête dans la burka. Mais l'impact du retrait soviétique était bien plus grand que la seule réclusion à vie pour toutes les femmes d'Afghanistan : il a ouvert la voie à la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est, qui a détruit le seul contre-poids à l'impérialisme US (mais d'ailleurs LO nie la réalité la plus évidente en prétendant que le capitalisme n'a toujours pas été rétabli dans son intégralité en Russie). Dans la foulée, plus de dix ans après, le monde est devenu beaucoup plus dangereux et horrible avec l'impérialisme US comme flic autoproclamé du monde. Les autres puissances impérialistes, comme la France, cherchent à accroître le taux d'exploitation ici et, de façon encore plus brutale, dans leurs néocolonies, afin d'essayer de garder leur part du gâteau contre leurs rivales. Et sans conteste l'oppression des femmes partout dans le monde s'est aggravée.

Mais la guerre d'Afghanistan n'était même pas mentionnée dans la longue présentation historique de LO sur « Les religions et les femmes », parce qu'ils étaient *contre* les forces soviétiques là-bas. Objectivement ils se retrouvaient ainsi du côté des mollahs qui voulaient voiler de nouveau les femmes de force. Donc il ne faut pas prendre pour argent comptant leurs protestations aujourd'hui que soi-disant ils s'intéressent à la lutte contre le voile. En 1981 LO se retrouvait avec Mitterrand et Chirac contre ceux qui luttaient contre les réactionnaires islamistes sanguinaires en Afghanistan. Aujourd'hui encore LO se retrouve avec Chirac et Fabius contre les jeunes femmes voilées en France, qualifiées pêle-mêle de réactionnaires islamistes. Entre ces deux positions apparemment contradictoires il y a pourtant une continuité absolue : dans les deux cas, en fin de compte, LO est du côté de sa propre bourgeoisie.

Le nouveau gouvernement a pour ténors de Villepin et Sarkozy, qui se sont tous deux distingués ces dernières années comme des ministres des flics particulièrement brutaux et répressifs contre les sans-papiers, les travailleurs immigrés et les jeunes des cités-ghettos. Cela annonce la couleur. Mais le refus de LO depuis des années de s'opposer à Vigipirate, sa capitulation face à l'UMP et au PS sur la question du foulard islamique, la rendent fondamentalement incapable de présenter une perspective de lutte de classe révolutionnaire. Une telle perspective exige un parti ouvrier « tribun du peuple », c'est-à-dire, comme l'écrivait Lénine, qui habitue l'ouvrier « à réagir contre *tout* abus, *toute* manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, *quelles que soient les classes* qui en sont victimes » (*Que faire ?*) C'est un tel parti d'avant-garde que nous, la Ligue trotskyste de France, luttons pour construire. ■

Déroute de Chirac...

Suite de la page 2

fait qu'ils ont la main directement sur ces moyens de production, ce sont eux qui les mettent en mouvement, comme l'ont encore montré ces dernières semaines les grèves victorieuses de Citroën-Aulnay et des raffineries Total.

Les intérêts des travailleurs et des capitalistes sont irrécconciliables : le salut des capitalistes réside dans l'augmen-

tation des profits, donc dans l'exploitation accrue des ouvriers, alors que le salut des ouvriers réside dans l'émancipation du joug capitaliste. Seule la classe ouvrière a la puissance sociale et l'intérêt objectif pour balayer l'ordre capitaliste et son Etat, s'emparer des moyens de production et établir une économie planifiée et collectivisée, qui fonctionne pour satisfaire au maximum les besoins de la population. Une telle économie à l'échelle mondiale jettera les bases pour éliminer la pénurie, les classes sociales elles-

mêmes et toutes les formes de l'oppression.

La puissance sociale révolutionnaire de la classe ouvrière réside dans le fait objectif qu'elle est au cœur de la production capitaliste. Mais cette puissance reste à l'état potentiel car subjectivement la classe ouvrière n'est pas aujourd'hui consciente de sa mission historique de renverser le capitalisme. De plus le niveau de conscience de la classe ouvrière n'est pas statique ; il a régressé avec la contre-révolution en URSS, qui a contribué à démoraliser les travailleurs, soumis à une campagne déchaînée sur la soi-disant « mort du communisme ».

Mais la bourgeoisie a en fait toute une série d'instruments pour convaincre les travailleurs d'accepter leurs chaînes. L'un d'eux, et non des moindres, est la bureaucratie syndicale, qui s'appuie sur les couches relativement privilégiées de travailleurs et est toute pénétrée de l'idée que les ouvriers et les capitalistes auraient des intérêts communs ; les bureaucrates se voient eux-mêmes comme des « partenaires sociaux » des patrons et de leur Etat. Le réformisme, c'est propager l'idée qu'on pourrait faire fonctionner le capitalisme dans l'intérêt des ouvriers ; c'est ce que font les PS, PCF, LCR, LO - et les bureaucrates syndicaux.

Nous sommes pour l'*unité* la plus solide de toute la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes, et par conséquent nous sommes opposés à la division de la classe ouvrière en syndicats concurrents sur la base de tendances politiques différentes, une division qui en France contribue de façon particulièrement pernicieuse à affaiblir les travailleurs, avec le taux de syndicalisation globale le plus faible de tous les grands pays capitalistes industriels. ***Pour de puissants syndicats industriels regroupant tous les travailleurs d'une industrie dans un seul syndicat ! Pour une direction révolutionnaire des syndicats !***

Se limiter simplement à « faire du syndicalisme » suite à la désillusion vis-à-vis des partis politiques, comme on entend aujourd'hui dans les manifestations ouvrières, n'est pas la réponse aux trahisons de la direction actuelle de la classe ouvrière. Le problème n'est pas « la politique » en général, mais la politique des réformistes. Ce qu'il faut opposer au réformisme c'est un programme révolutionnaire, et construire un parti ouvrier indépendant des patrons sur la base d'un tel programme, en clarifiant les *divergences* avec les réformistes pour rassembler les cadres révolutionnaires dans un parti léniniste.

Le nouveau gouvernement de Villepin-Sarkozy a annoncé l'accélération de la privatisation de Gaz de France. La grève d'EDF-GDF a été trahie l'année dernière par la bureaucratie syndicale. Alors que les électriciens étaient en lutte il y a



AFF

Vote de la grève à la raffinerie près de Marseille. La grève chez Total était sur le point de paralyser le pays. La classe ouvrière a porté le coup de grâce à la « Constitution » européenne.

un an, Imbrecht, le dirigeant de la CGT Energie, prenait tranquillement son café avec Sarkozy, et il s'en est vanté même après la défaite de la grève : « L'arrivée de quelqu'un comme Sarkozy, qui fait de la politique mais qui pense à autre chose, avec le rapport de forces qu'on avait, a permis de donner une dimension politique au dossier. Durant les négociations, on est passé [...] au déblocage de bien des dossiers. [...] on a pu engranger des choses importantes du point de vue social [...] » (interview publiée dans « Les Robins des bois de l'énergie », de Sophie Bérout).

D'ailleurs pendant la campagne du référendum la bureaucratie syndicale a joué un rôle tout à fait méprisable. Sans parler des numéros un Chêrèque (CFDT) et Thibault (CGT) qui étaient carrément *pour* la « Constitution » européenne, ils ont tous freiné des quatre fers pour éviter une lutte de classe en pleine période électorale. Y compris la direction de la fédération CGT des cheminots, qui était solidement pour le « non », a reporté au 2 juin, au lendemain du référendum, une grève nationale.

La tiédeur des bureaucrates reflétait non seulement l'allégeance de beaucoup au « oui » majoritaire à la direction du PS mais aussi, plus fondamentalement, le fait qu'ils partagent avec la bourgeoisie la vision qu'il faut renforcer le capitalisme français contre ses concurrents et l'Union européenne contre les USA et le Japon, dans un contexte de rivalités économiques exacerbées. L'appel à la manifestation des métallos du 9 juin avait pour but de faire pression sur Chirac pour qu'il fasse suivre d'effet sa promesse de redonner à la France « les moyens d'une grande ambition industrielle » (voir *l'Humanité*, 8 juin). Seulement la seule manière d'avoir une ambition industrielle pour le capitalisme, en France et en Europe, c'est d'augmenter le taux d'exploitation des ouvriers en remplaçant les travailleurs par des machines plus performantes, en augmentant les cadences et les heures de travail, et en diminuant les salaires direct et indirect (prestations sociales, retraite). Et c'est de cela qu'il s'agissait avec la « Constitution européenne ». Les travailleurs voyaient que les capitalistes veulent détruire l'Etat-providence, et ils ont voté « non » avec raison.

Le 14 avril au Zénith : le nouveau front populaire se dévoile

Mais la campagne dirigée par le PCF pour le « non de gauche » avait fondamentalement pour but de reconstituer une nouvelle alliance électorale pour gagner en 2007 et reprendre les rênes du gouvernement bourgeois. La question du référendum était pour lui une question tout à fait secondaire. Le meeting politiquement décisif de la campagne a eu lieu le 14 avril à Paris, organisé par le PCF, et Buffet a profité de la tribune pour annoncer qu'elle préparait un bloc avec le PS, y compris avec les propagandistes enrégés du « oui » dans le PS. Lutte ouvrière dans son journal du 22 avril rapporte les propos de Buffet de façon très claire :

« Nous allons prendre toutes les initiatives pour rassembler la gauche, y compris ceux qui auraient voté "oui", pour débattre de ce que doit faire la gauche demain si elle revient au pouvoir. »

A la tribune du meeting du 14 avril il y avait Besancenot pour la LCR, Mélenchon pour le PS et Buffet pour le PCF. Le PS et le PCF sont des partis « ouvriers-bourgeois », c'est-à-dire des partis ouvriers dont la direction est procapitaliste, dédiée à la défense de la propriété privée des moyens de production. Mais il y avait aussi à la tribune le 14 avril directement des politiciens capitalistes. On avait Francine Bavay des

Verts, et Georges Sarre qui représentait le Mouvement républicain et citoyen (MRC), le parti de Chevènement. Chevènement est sorti du PS au début des années 1990, à l'époque de la première guerre du Golfe où le gouvernement PS avait envoyé des dizaines de milliers de soldats dans le cadre de la coalition dirigée par Bush père contre l'Irak néocolonial. Chevènement n'était pas contre le militarisme impérialiste (il était même ministre de la guerre de Mitterrand, avant de devenir ministre des flics de Jospin) : il trouvait plutôt que le PS de Mitterrand ne défendait pas suffisamment bien les intérêts du capitalisme français contre les USA, notamment au Proche-Orient. En sortant du PS, Chevènement rompaît avec le passé ouvrier de la social-démocratie et avec la base qui lui reste dans la classe ouvrière, et il créait un parti bourgeois qui s'appelle aujourd'hui le MRC.

Quant aux Verts, ils peuvent paraître moins réacs que les partis ouvriers réformistes sur toute une série de questions de société, comme par exemple sur le mariage homosexuel où Noël Mamère a pris une position en pointe. Mais il n'en reste pas moins que les Verts sont un parti *bourgeois* ; ils n'ont jamais eu ni voulu avoir le moindre ancrage dans les syndicats et ils ne prétendent ni de près ni de loin représenter les intérêts de la classe ouvrière ; leur base sociale ce sont des petits-bourgeois nationalistes qui veulent un capitalisme plus « écologique », c'est-à-dire où les ouvriers auraient moins de voitures et consommeraient encore moins. En Allemagne c'est un politicien Vert qui dirige depuis plusieurs années la diplomatie de l'impérialisme allemand et qui, tirant parti d'une auréole soi-disant pacifiste, a réussi à faire avaler aux travailleurs allemands des interventions militaires extérieures depuis 1999 avec la guerre des Balkans, pour la première fois depuis 1945.

Pour compléter la galerie du 14 avril, il y avait aussi José Bové. Bové n'est pas membre d'un parti bourgeois ; il est connu comme ex-porte-parole de la Confédération paysanne qui représente la petite paysannerie, donc les intérêts d'un secteur de la petite bourgeoisie. Sa campagne pour le roquefort français, contre les OGM (généralement assimilés aux multinationales américaines comme Monsanto) et contre la « malbouffe » (dont la figure emblématique est la chaîne américaine des MacDo) a simplement servi à renforcer le chauvinisme français contre l'hégémonie américaine.

A bas la collaboration de classes !

Nous appelons les alliances de collaboration de classes, telles que ce bloc du « non de gauche », des « fronts populaires », en référence notamment à celui de 1936. Voici ce qu'en disaient les trotskystes dans les années 1930 (c'est extrait d'une brochure de 1937 de James Burnham, alors un trotskyste américain) :

« Pour le prolétariat, à travers ses partis, abandonner son propre programme indépendant équivaut à abandonner son fonctionnement indépendant en tant que classe. Et c'est là précisément la signification du Front populaire. Dans le Front populaire le prolétariat renonce à son indépendance de *classe*, abandonne ses buts de *classe* – les *seuls* buts, comme l'enseigne le marxisme, qui puissent servir ses intérêts. [...] Le Front populaire est par là même entièrement et irrévocablement non prolétarien, antiprolétarien.

« Par sa nature même, le Front populaire se doit d'être ainsi. La mise en place du Front populaire, par définition, nécessite l'accord sur un programme commun entre les partis ouvriers et les partis non ouvriers. Mais les partis non prolétariens ne peuvent accepter le programme prolétarien – le programme de la révolution socialiste – sans cesser d'être ce qu'ils sont. [...]



J. Robine/AFP

Paris, le 14 avril – Illuminés d'une auréole on reconnaît Olivier Besancenot (LCR) et Marie-George Buffet (PCF), touchés par la grâce du nouveau front populaire. Entre eux Claire Villiers (Alternative citoyenne), José Bové et Jean-Luc Mélenchon (PS, ex-sous-ministre de Jospin).

« Le Front populaire, de par ses éléments fondamentaux, est la forme majeure de la préparation parmi les masses à la réalisation de l'unité nationale au sein des nations démocratiques, en soutien à la guerre qui vient. Sous les mots d'ordre du Front populaire les masses iront de l'avant pour se battre pour "leur propre" impérialisme. [...]

« Ainsi, le Front populaire est la version contemporaine du social-patriotisme, la nouvelle forme sous laquelle doit se reproduire la trahison de 1914. » [souligné dans l'original]

– voir *Spartacist* éd. française n° 15-16, printemps 1980

Aussi les trotskystes, qui luttent pour que la classe ouvrière s'affranchisse de toute alliance qui la subordonne à la bourgeoisie, s'opposent par principe au front populaire.

La collaboration de classes est tellement un réflexe dans ce pays que les critères politiques sont généralement de différencier « la droite » et « la gauche », suivant les prises de position « progressistes » ou pas. Ce ne sont pas des critères de classe, car « la gauche » inclut des partis bourgeois. En faisant disparaître les barrières de classe, les partisans du front populaire qui font bloc avec la bourgeoisie se constituent en obstacle à une lutte de classe révolutionnaire des ouvriers contre la bourgeoisie.

Donc le 14 avril on avait l'embryon d'une nouvelle alliance de collaboration de classes entre des représentants de la bourgeoisie et l'essentiel des partis et organisations politiques ouvrières réformistes : PS, PCF et LCR (à l'exception notable de LO : voir notre article page 3). C'est traditionnellement sous cette forme que les réformistes dans ce pays commettent leurs trahisons : ils forment une alliance politique avec des capitalistes.

Ces derniers, d'un côté, leur servent de garantie vis-à-vis de la bourgeoisie qu'ils n'ont aucune intention de s'en prendre au système capitaliste lui-même, quelle que soit la pression des masses. Pour la bourgeoisie il est clair depuis des dizaines d'années qu'elle ne risque rien de ce côté-ci avec le PS et le PCF (et d'autant plus pour celui-ci depuis la chute de l'URSS il y a 13 ans), même sans partenaires bourgeois pour les encadrer, mais en ce qui concerne la LCR, deux garanties valent mieux qu'une.

Pourtant la LCR est elle-même équipée d'un programme qui accepte totalement le cadre du capitalisme. Toute sa campagne du référendum portait sur une Europe « sociale et démocratique », c'est-à-dire capitaliste à gouvernement social-démocrate. Sa « politique anticapitaliste » est un

maigre calendrier de réformes (voir les « 10 mesures d'urgence » publiées dans *Rouge*, 7 avril) bien à droite des « 101 propositions » de Mitterrand dans les années 1970, quand celui-ci parlait mensongèrement de « rupture avec le capitalisme ». La LCR a formellement renoncé en 2003 à la dictature du prolétariat, qui est l'arme de la classe ouvrière parvenue au pouvoir pour écraser la résistance des capitalistes détronés. Au lieu de cela la LCR se gargarise de « démocratie participative », comme dans la ville brésilienne de Porto Alegre où ses camarades ont tenu la mairie (avant de la rendre à la droite), autorisant des assemblées de quartiers à s'étriper sur comment se partager quelques pour cent du budget municipal sans toucher aux flics, etc.

Un certain nombre de militants de la LCR sont convaincus que la LCR refuserait de prendre part à un gouvernement capitaliste en France avec Hollande ou même Fabius. Mais l'exemple du Brésil devrait leur donner à réfléchir. Cela fait deux ans et demi que Miguel Rossetto, un de leurs dirigeants brésiliens, est ministre du Développement agricole dans le gouvernement de Lula, et ils ont littéralement des dizaines d'autres militants à eux dans les échelons supérieurs de l'appareil d'Etat capitaliste brésilien (voir *Inprecor*, avril). C'est un magnat du textile et un politicien bourgeois ultra-réactionnaire, José Alencar, que Lula avait choisi comme vice-président pour sa campagne électorale. On voit le résultat de toute la politique de front-populisme au bout de deux ans, notamment avec le démantèlement du droit à la retraite.

Quant au rôle de Rossetto, le « développement agricole » s'est soldé par moins de distributions de terres que sous les gouvernements de droite précédents. Rossetto ne défend les occupations de terres que si elles sont reconnues comme « légales » par l'appareil d'Etat à la solde des latifundistes. Le 17 mai les flics attaquaient brutalement la marche des paysans sans terre sur Brasilia ; des dizaines de personnes étaient blessées. D'après *l'Humanité* (19 mai) c'est Rossetto lui-même qui a été envoyé pour démentir les affirmations du Mouvement des sans-terre selon lesquelles Lula aurait débloqué quelques fonds pour la réforme agricole. Les attaques anti-ouvrières de Lula, applaudies par le FMI, sont si brutales qu'une partie des camarades brésiliens de la LCR s'orientent maintenant vers une nouvelle formation, le P-SOL, indépendante du PT mais dont la politique de collaboration de classes ne représente aucune rupture fondamentale avec celle du PT (voir notre article paru dans *le Bolchévik*, mars).

Le prétexte qu'ont utilisé les camarades brésiliens de la LCR pour placer Rossetto a été de dire : comme on est obligés de faire une alliance large pour avoir une majorité, il faut se plier aux limites dictées par nos alliés bourgeois, la clé étant d'être le plus fort possible pour faire le plus de pression possible pour déplacer légèrement vers la gauche le centre de gravité du gouvernement. On voit là comment dans un front populaire les représentants directs de la classe capitaliste servent aussi de couverture aux réformistes vis-à-vis de leur propre base.

Buffet et Besancenot essaient de faire oublier les années Jospin... et Fabius

Il y a eu en France un regain de combativité des travailleurs depuis plusieurs mois ; on a pu le voir avec les journées d'action dans le privé et le public entre janvier et mars, la grande manifestation de Bruxelles le 19 mars, les grèves victorieuses à Citroën-Aulnay en mars, dans les raffineries Total en mai, etc. La divergence qu'ont Mélenchon et Fabius

avec Hollande et Jospin, c'est que les premiers envisagent un nouveau front populaire pour utiliser l'influence qu'a encore le PCF parmi les travailleurs combattifs, et l'image de la LCR, alors que l'aile Hollande-Jospin du PS pense, à la lumière encore des résultats électoraux de 2004, que le PS est suffisamment hégémonique à gauche et les ouvriers suffisamment démoralisés pour le laisser gouverner seul ou avec les Verts (et/ou les cathos de Bayrou) et sans faire de concessions verbales aux travailleurs.

Le PCF et la LCR ont le problème suivant : beaucoup de travailleurs ont gardé un souvenir cuisant des cinq années de gouvernement Jospin-Buffet, où les attaques n'ont fait que pleuvoir : flexibilité des heures de travail imposée avec les lois Aubry, privatisation de France Telecom, d'Air France, campagnes sécuritaires racistes, Vigipirate renforcé, etc.

On va nous dire que Buffet, qui était seulement ministre de la Jeunesse et des Sports, porte moins de responsabilités que Gayssot qui, en tant que ministre PCF des Transports, avait mis sur les rails la privatisation d'Air France et amorcé le plan fret qui conduit à terme assez rapproché maintenant à la privatisation de l'activité fret de la SNCF. C'est nier ce que veut dire la solidarité gouvernementale ; Buffet a assumé tous les crimes de son gouvernement ; elle y est restée quand Jospin a fait bombarder la Serbie en 1999, de même que Charles Tillon du PCF était resté au gouvernement quand de Gaulle avait balancé l'aviation pour bombarder les villages kabyles en mai 1945. Buffet n'a pas non plus bougé quand Jospin a fait blanchir les crimes de l'impérialisme français au moyen d'une commission d'enquête parlementaire, la commission Quilès, à propos du génocide du Rwanda commis grâce à Mitterrand.

Cela fait maintenant un an que le PCF se creuse la tête sur comment faire passer son nouveau front populaire comme quelque chose de moins mauvais que les années Jospin. Dans notre supplément d'avril 2004 nous citons un éditorial de *l'Humanité hebdo* (3-4 avril) qui disait la chose suivante :

« Renouer le fil entre les déçus désillusionnés et une gauche plus ou moins cadencée par un Parti socialiste sûr de son hégémonie et incapable de remettre en cause ses cadres idéologiques plus marqués par la "loi du marché" que par la transformation du "monde marchand", précisément, n'est donc pas une mince affaire. Défi de taille en vérité, qui concerne aussi tous les communistes, engagés dans une reconquête passionnante - mais difficile - des territoires populaires. »

La campagne sur le référendum apparaît dans cette optique comme utile pour redorer le blason de la « gauche du PS » (les tenants du « non », qui dans l'ensemble ne sont pas plus à gauche que les autres), et par là crédibiliser une nouvelle alliance avec le PS.

On a aussi le « petit facteur » Besancenot avec sa fausse candeur qui cherche à apporter un peu de fraîcheur au char nauséabond de Mélenchon-Fabius-Chevènement. Il faut souligner le cynisme des dirigeants de la LCR pour réhabiliter Fabius. Christian Picquet a carrément déclaré au *Monde* (voir leur édition du 22-23 mai) : « Il n'y a aucun obstacle à ce qu'il vienne. »

Fabius a bien besoin de toute cette mansuétude : vingt ans plus tard il est encore détesté pour ses attaques quand il était Premier ministre de Mitterrand entre 1984 et 1986 et appliquait le « tournant de la rigueur » contre les ouvriers (et plus récemment il était ministre sous Jospin et s'était prononcé pour la privatisation d'EDF). L'affaire du sang contaminé qui a tué des milliers de personnes, c'était sous Fabius - bien sûr l'Injustice française l'a blanchi dans cette affaire. C'est

avec Fabius comme Premier ministre que la DGSE avait coulé le *Rainbow Warrior* de Greenpeace pour protéger les essais nucléaires français. C'est encore sous Fabius qu'Éloi Machoro, dirigeant indépendantiste kanak, avait été exécuté de sang-froid par un commando du GIGN. Les deux ans de gouvernement raciste de Fabius ont aussi amené les premières victoires électorales des fascistes du Front national.

Le front populaire et le racisme

Le véritable programme du prochain front populaire sur l'immigration est en cours d'élaboration au PS, et c'est Malek Boutih, ex-dirigeant de SOS-Racisme, qui l'a rédigé. Il y a là-dedans tout ce dont rêve Sarkozy et même plus, y compris les quotas par pays, l'abrogation du regroupement familial, l'interdiction de la double nationalité, la prestation de serment au respect des lois de la République, etc. (*le Figaro Magazine*, 13 mai). L'hebdomadaire fasciste *National Hebdo* en a félicité Boutih ! Donc, même si le PS n'a pas endossé officiellement le rapport Boutih pour le moment, ça promet pour un éventuel gouvernement de front populaire avec le PS.

Un gouvernement de front populaire est inévitablement raciste car il s'agit d'administrer le capitalisme, pour lequel le racisme est essentiel afin de chercher à diviser la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si, dès qu'il y a un renouveau des luttes sociales, on se retrouve avec une nouvelle campagne raciste : c'est que la classe ouvrière dans ce pays est depuis plus de cent ans multiethnique. Dans les années 1980 il y a eu de grandes grèves de l'automobile où c'était des travailleurs d'origine nord-africaine qui se sont retrouvés à l'avant-garde. À l'époque le Premier ministre social-démocrate Mauroy (qui précédait Fabius) déclarait que les ouvriers étaient manipulés par les ayatollahs.

Prenons les années Jospin, entre 1997 et 2002 : Chevènement, ministre des flics, faisait adopter des mesures de répression contre les organisations d'aide aux sans-papiers, et les flics tuaient d'une balle dans la nuque Riad Hamlaoui le 16 avril 2000, pour ne citer qu'une seule des victimes des flics sous Jospin. Jospin s'est vanté d'avoir réactivé au maximum le plan de quadrillage raciste Vigipirate dans les 90 minutes qui avaient suivi les attentats criminels du World Trade Center.

Le front populaire a pour fonction de faire dérailler les luttes de classe vers la collaboration de classes, ce qui passe inévitablement par l'utilisation de la carte du racisme. Les ouvriers immigrés de l'automobile qui avaient fait les grandes grèves des années 1980 ont été pour la plupart licenciés ou sont partis à la retraite, mais maintenant ce sont les enfants de ces travailleurs qui entrent en lutte, et contre eux aussi le racisme sera utilisé. En mars dernier à Citroën-Aulnay des jeunes issus des cités-ghettos ont été à l'origine de la première grève sérieuse de l'automobile depuis plus de dix ans. Sans parler des centaines de milliers de jeunes travailleurs d'origine africaine ou autre qui ont la nationalité française, le poids des travailleurs étrangers reste stratégique dans le bâtiment (200 000 travailleurs, soit un actif sur six sans compter les sans-papiers non comptabilisés), dans l'industrie (200 000 aussi) et dans les services aux entreprises, comme par exemple le nettoyage, qui sont indispensables pour le fonctionnement des installations (plus de 200 000) [chiffres publiés dans « Immigration et présence étrangère en 2002 » par André Lebon]. C'est pourquoi la lutte contre le racisme est une question pivot dans la lutte pour une révolution socialiste dans ce pays.

D'ores et déjà on peut voir que le nouveau front populaire aura une politique tout aussi raciste que celle de ses prédécesseurs. Le PS et le PCF ont déjà donné à la bourgeoisie de nombreuses garanties là-dessus. Une figure proéminente du PS, Bernard Kouchner, est allée jusqu'à soutenir la pétition contre le soi-disant « racisme anti-Blancs » visant après les manifestations lycéennes du 10 mars dernier à présenter les victimes de la brutalité raciste française des flics comme les coupables. Tous les jours les mairies et conseils généraux contrôlés par le PS et le PCF commettent des atrocités racistes, par exemple les expulsions de Roms par le PC à Saint-Denis. À Montreuil dans le 9-3, Brard, le maire apparenté PCF, poursuit une vendetta spéciale contre une secte protestante dont les membres sont pour la plupart des Noirs. Sur la question des exclusions racistes de jeunes femmes portant un foulard islamique, le PS a été en pointe (avec une contribution toute particulière de LO : voir notre article en page 3), que ce soit d'ailleurs le PS du « oui » (Jack Lang) ou le PS du « non » (Fabius) ; le maire de Paris Delanoë a y compris licencié une jeune employée portant un foulard islamique.

Evidemment cela ne va pas sans contradictions, parce que le PCF reste un parti de masse dont beaucoup de membres à la base cherchent à aider les sans-papiers, et veulent combattre les attaques racistes croissantes. Le PCF a fait un bon score l'année dernière aux élections régionales dans le 9-3 en mettant en tête de liste Mouloud Aounit, un militant antiraciste très connu d'origine algérienne. La première chose qu'a faite le PS a été d'émettre un veto à la nomination d'Aounit comme tête de liste lors de la fusion des listes au deuxième tour, tout comme à sa nomination après les élections à un poste de vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France. Comme nous l'écrivions à l'époque (voir notre supplément, avril 2004) : « Ces vetos racistes du PS en disent cependant plus long sur le PS que sur l'antiracisme du PCF, qui pas un instant n'a songé à rompre avec le PS là-dessus. »

Donc maintenant le PCF recommence les parrainages de sans-papiers comme avant l'élection de Jospin. Le PCF réclame même le droit de vote pour tous les immigrés et pour toutes les élections. Ça fait bien sur le papier mais, quand ils étaient au gouvernement, une loi sur le droit de vote aux municipales, dûment votée au Parlement, avait été bloquée par le gouvernement qui avait refusé de l'inscrire à l'ordre du jour du Sénat.

Nous présentons une perspective prolétarienne de lutte contre la terreur raciste, que ce soit celle du gouvernement Chirac ou celle du prochain gouvernement de front populaire. Nous disons : **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !** Nous nous opposons à Vigipirate. Nous luttons pour syndiquer les intérimaires, CDD et temps partiels qui sont en grande partie d'origine immigrée et/ou des femmes et qui, du fait de leur oppression et de leur précarité, sont particulièrement vulnérables ; pour les intégrer dans la lutte le mouvement ouvrier doit revendiquer des emplois au statut égal pour tous, et à plein temps pour tous ceux qui le demandent.

Pour défendre ses acquis la classe ouvrière a besoin d'un programme de lutte de classe internationaliste, une alliance avec les travailleurs d'Amérique, de Pologne et d'ailleurs. Un tel programme exige des directions lutte de classe dans les syndicats. Il exige de rompre avec le front populaire autour du PS et ses larbins de la LCR et du PCF. Il exige un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique. C'est ce parti que nous cherchons à construire. Rejoignez-nous ! ■

Chine...

Suite de la page 24

et de fait, elle a provoqué des manifestations en Corée du Sud. C'est la dernière en date d'une série de provocations de l'impérialisme japonais contre la Chine, après la récente déclaration proclamant l'intention du Japon d'effectuer des forages pétroliers et gaziers autour des îles Diaoyutai revendiquées par la Chine. La plus significative a été la publication en février dernier d'une déclaration politique commune des Etats-Unis et du Japon affirmant que Taïwan est « une préoccupation de sécurité commune ». La plupart des manifestations chinoises, qui pour l'instant se sont pour l'essentiel arrêtées, ont été tacitement organisées ou approuvées par le gouvernement en réponse aux provocations du Japon. La bureaucratie a autorisé la poursuite des manifestations – tout en s'employant anxieusement à en garder le contrôle – pour détourner l'attention de l'agitation sociale grandissante qui ronge le tissu même de la société chinoise. Comme l'expliquait un manifestant de Shanghai : « Les gens participent à cette manifestation parce qu'on ne les autorise pas à protester contre quoi que ce soit d'autre » (*New York Times*, 17 avril).

Mais ces manifestations, qui ont duré plus longtemps que toutes les autres grandes manifestations publiques en Chine depuis la révolte de Tiananmen en 1989, encouragent une réponse nationaliste aux provocations du Japon – c'est-à-dire dirigée non pas contre la classe dirigeante capitaliste du Japon, mais contre la population japonaise tout entière, les travailleurs comme leurs oppresseurs capitalistes. « Cochons japonais, dehors ! », criaient les manifestants chinois qui sacageaient des magasins japonais. Une expression de ce nationalisme a été l'appel à boycotter les entreprises et les produits japonais.

Le poison nationaliste encouragé par la bureaucratie stalinienne chinoise représente un grave danger pour les acquis de la Révolution chinoise de 1949 elle-même. Opposée qu'elle est à l'unité de classe entre les prolétariats chinois et

japonais, la bureaucratie veut réaliser l'unité de tout le peuple chinois, y compris les capitalistes chinois de Taïwan et de Hongkong, contre tout le peuple japonais. Ceci a été clairement exprimé dans une récente manifestation à Hongkong, où les manifestants anti-japonais portaient le drapeau taïwanais du Guomindang, qui représente les capitalistes et les propriétaires fonciers ayant fui la révolution. Pour la première fois depuis la guerre civile, le gouvernement chinois a récemment reçu une délégation du Guomindang venue de Taïwan ; en affichant ainsi leur attachement à l'« unité » chinoise contre le Parti progressiste démocratique taïwanais favorable à l'indépendance de l'île, les staliniens chinois montrent à quel point le nationalisme et la collaboration de classes sont profondément ancrés chez eux.

Les acquis de la Révolution chinoise – avant tout l'économie nationalisée et collectivisée – représentent une avancée historique non seulement pour les ouvriers et les paysans chinois, mais aussi pour le prolétariat du monde entier. L'expropriation des capitalistes et la mise en place d'une économie socialisée ont représenté une immense avancée par rapport à l'asservissement impérialiste et à l'effroyable oppression que subissaient jadis les masses chinoises, et ont jeté la base d'un bond formidable dans le développement économique. Et avec l'extension internationaliste de la révolution, elles pourraient jeter la base de la construction, dans l'avenir, d'une société socialiste.

Mais la Chine, depuis le début, est un Etat ouvrier déformé, dans lequel une caste conservatrice de bureaucrates, qui gouverne dans son propre intérêt étroit, bloque le développement vers une société socialiste sans classes. Depuis Mao Zedong (et y compris sous son règne), ces dirigeants bureaucrates ont colporté le dogme stalinien nationaliste de la construction du « socialisme dans un seul pays ». Répudiant en tous points le marxisme, les staliniens ont prêché tout au long de leur histoire la conception inepte que le socialisme pouvait être construit dans un seul pays – fût-il aussi arriéré matériellement que la Chine – si seulement une intervention militaire impérialiste pouvait être évitée.

Un des aspects des manifestations récentes en Chine a été l'opposition aux tentatives du Japon d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Pour le gouvernement chinois, cette question fait partie de ses manœuvres, dans le cadre de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme mondial, entre les puissances impérialistes prétendument « progressistes » ou « réactionnaires ». Par exemple, la Chine soutient les efforts de l'Allemagne pour obtenir un siège de membre permanent. La vérité est que l'ONU n'est pas autre chose qu'un nid de brigands impérialistes et de leurs victimes. Depuis la guerre de Corée jusqu'aux sanctions contre l'Irak qui ont tué plus d'un million et demi de personnes, l'ONU a montré qu'elle était une ennemie des travailleurs et des opprimés du monde entier.

L'internationalisme prolétarien révolutionnaire, et non la collaboration de classes nationaliste, est essentiel pour faire avancer les intérêts des travailleurs chinois en défendant les acquis de la Révolution chinoise, et ceux des travailleurs japonais dans leur lutte contre un impérialisme japonais revancharde. Le 13 mars dernier, dans un communiqué commun des sections



Crimes de guerre japonais à Nankin, 1937 : des soldats s'entraînent au maniement des baïonnettes sur des prisonniers chinois. Les nouveaux japonais scolaires décrivent le viol de Nankin comme un « incident ».

japonaise et américaine de la Ligue communiste internationale contre l'accord contre-révolutionnaire entre les Etats-Unis et le Japon sur Taïwan (*Workers Vanguard* n° 844, 18 mars), nous écrivions :

« La Spartacist League/U.S. et le Groupe spartaciste Japon [...] se prononcent pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine et de la Corée du Nord – comme nous le faisons pour les derniers autres Etats ouvriers déformés, le Vietnam et Cuba – contre les agressions impérialistes et la contre-révolution capitaliste intérieure [...].

« Depuis la Révolution chinoise de 1949, d'où l'Etat ouvrier déformé chinois a émergé, Taïwan est pour l'impérialisme US un avant-poste de ses menées contre-révolutionnaires, de ses menaces militaires et de ses ingérences dans les affaires intérieures chinoises par l'entremise de la bourgeoisie chinoise fantoche. Depuis des temps immémoriaux, Taïwan fait partie de la Chine, et nous, trotskystes, serons aux côtés de la Chine dans l'éventualité d'un conflit militaire avec l'impérialisme sur la question de Taïwan [...].

« Nous sommes opposés au plan des stalinien de réunification avec Taïwan, selon la formule "un pays, deux systèmes". Nous avançons au contraire un programme pour la réunification révolutionnaire de la Chine, qui requiert une révolution politique ouvrière contre la bureaucratie stalinienne sur le continent, une révolution socialiste prolétarienne à Taïwan pour renverser et exproprier la bourgeoisie, et l'expropriation des capitalistes de Hongkong. »

Pour l'internationalisme révolutionnaire !

Le dogme du « socialisme dans un seul pays » signifie l'opposition à la perspective de la révolution ouvrière au niveau international, et la conciliation de l'impérialisme mondial. Les manifestations récentes, par exemple, étaient exclusivement dirigées contre le Japon, exonérant ainsi les crimes de l'impérialisme US. (Apparemment, Pékin considère que dans l'alliance militaire entre les Etats-Unis et le Japon, Tokyo est la cible la plus facile.) Ceci reflète et alimente l'illusion répandue en Chine que les Etats-Unis sont une puissance impérialiste plus inoffensive. Ce sont pourtant les Etats-Unis qui en 1945 sont devenus le seul pays à jamais avoir utilisé des armes nucléaires, provoquant ainsi la mort de plusieurs centaines de milliers de civils japonais à Hiroshima et Nagasaki. Ces bombardements étaient un avertissement à l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Pendant la guerre de Corée, au début des années 1950, l'impérialisme US a été responsable de la mort d'environ trois millions de Coréens. Les sacrifices héroïques consentis par la Chine ont défendu l'Etat ouvrier déformé nord-coréen et ont empêché les forces américaines – qui combattaient sous le drapeau des Nations Unies – de mettre la main sur la totalité de la péninsule coréenne et d'en faire une néocolonie des Etats-Unis. Pendant la guerre du Vietnam, qui s'est achevée en 1975, plus de trois millions de Vietnamiens ont été assassinés par les efforts désespérés de l'impérialisme US pour écraser la révolution sociale dans ce pays.

Beaucoup de gens en Chine ont des illusions sur la nature de l'impérialisme US parce qu'il a combattu le Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les stalinien, qui présentent la Deuxième Guerre mondiale comme une « guerre contre le fascisme », s'étaient alliés avec les puissances impérialistes bourgeoises démocratiques – principalement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne – contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

Au contraire, les trotskystes savaient que le carnage inter-impérialiste de la Deuxième Guerre mondiale était un conflit

pour la redivision des ressources mondiales de main-d'œuvre bon marché et de matières premières, dans l'intérêt des profits capitalistes. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la Quatrième Internationale, fondée par le dirigeant bolchévique Léon Trotsky et qui se basait sur l'internationalisme prolétarien, luttait pour la défaite révolutionnaire de tous les pays impérialistes. Simultanément, elle s'était prononcée pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre l'impérialisme, et soutenait l'autodétermination des colonies contre leur asservissement par les impérialistes, ceux de l'Axe comme ceux des Alliés.

Pendant l'occupation de la Chine par le Japon, qui a commencé au début des années 1930, les trotskystes donnaient un soutien militaire aux forces de la résistance chinoise, tout en s'opposant politiquement aux forces bourgeoises du Guomindang de Chiang Kai-shek. Avec l'entrée des Etats-Unis dans la guerre du Pacifique, l'effort de guerre du Guomindang se retrouvait subordonné de façon décisive aux intérêts de l'impérialisme US, au point que les responsables américains avaient le dernier mot sur le déploiement des forces du Guomindang. Dans ces conditions, il devenait nécessaire de préconiser une position de défaitisme révolutionnaire – pour la défaite des deux camps par la lutte de classe révolutionnaire – tant envers les USA et le Guomindang qu'envers le Japon, tout en donnant un soutien militaire aux forces du Parti communiste de Mao, qui n'étaient pas subordonnées militairement à l'impérialisme US (voir « Révolution permanente contre "front unique anti-impérialiste" – Les origines du trotskysme chinois », *Spartacist* édition française n° 31, automne 1997).

Un des articles de foi de la vision nationaliste des bureaucraties stalinien est que les travailleurs des pays capitalistes avancés ont été tellement corrompus par leurs exploiters que la lutte de classe révolutionnaire y est un rêve utopique (ou trotskyste). Pourtant, on voit au Japon des signes d'opposition à la résurgence du militarisme, y compris au sein de la classe ouvrière organisée. En 2001, environ 200 dockers du port de Sasebo, à Nagasaki, ont refusé de charger des armes et des fournitures militaires sur des navires de guerre de la marine japonaise destinées à aider les Etats-Unis dans leur guerre terroriste menée contre l'Afghanistan. Plus récemment, des centaines d'enseignants ont été licenciés ou sanctionnés pour avoir refusé de se lever pour l'*Hinomaru* (le drapeau national) et de chanter le *Kimigayo* (l'hymne national), des symboles du militarisme japonais. Ces actions ont été menées contre l'avis des dirigeants pro-impérialistes des trois principales fédérations syndicales – dont celles affiliées au Parti communiste japonais et au Parti social-démocrate – et représentent un défi frontal aux appels à l'« unité nationale » de la bourgeoisie japonaise.

Avec la multiplication des manifestations anti-japonaises en Chine, l'administration du Premier ministre japonais Junichiro Koizumi a enchaîné les provocations anti-chinoises. Avec arrogance, Koizumi a admonesté le peuple chinois en lui enjoignant d'être « plus adulte », de garder « la tête froide », et a suivi l'exemple du président Bush en réussissant à faire pression sur l'Union européenne pour qu'elle maintienne son embargo sur les ventes d'armes à la Chine.

Les provocations de l'impérialisme japonais sont encouragées par l'impérialisme US. L'été dernier, le secrétaire d'Etat de l'époque, Colin Powell, affirmait le soutien américain à la campagne du Japon pour obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, tout en notant que l'Article 9 de la constitution imposée par les Etats-Unis, qui interdit au



Captain C.W. Huff



National Archives

A gauche : les impérialistes américains ont transformé Séoul, en Corée, en champ de ruines. A droite : des volontaires chinois capturent des soldats américains près de Wonsan, en 1951. L'intervention de la Chine dans la guerre de Corée a été cruciale pour la défense de la Corée du Nord.

Japon d'engager des opérations militaires à l'extérieur, « devrait être examiné sous cet éclairage » (AFP édition anglaise, 13 août 2004). Plus récemment, il a été proposé de transférer le quartier général du 1^{er} corps de l'armée américaine actuellement situé aux Etats-Unis, à Yokohama, au sud de Tokyo, où selon le *Guardian* de Londres (19 avril), « l'objectif principal de son déploiement avancé sera probablement la défense de Taïwan, les défis régionaux représentés par l'expansion militaire chinoise, et le face-à-face nucléaire avec la Corée du Nord. »

Les provocations du Japon et les manifestations en Chine ont été utilisées par l'extrême droite chauvine comme un feu vert pour terroriser les Chinois résidant au Japon. Les missions diplomatiques chinoises et d'autres institutions liées à la Chine ont été attaquées ou saccagées. Il y a eu des alertes à la bombe au consulat général de Chine à Fukuoka, une alerte à l'anthrax à l'ambassade chinoise de Tokyo, et une douille de balle de revolver a été envoyée au consulat chinois d'Osaka avec une lettre menaçant les citoyens chinois d'actes de violence. Le 10 avril, des coups de feu ont été tirés contre les bureaux de la Banque de Chine à Yokohama.

Finalement, le 22 avril, au sommet Asie-Afrique qui se tenait en Indonésie, Koizumi a cherché à désamorcer les tensions avec la Chine en offrant de vagues excuses pour les « dommages et souffrances terribles » provoqués par le pouvoir colonial japonais. (Le même jour, un membre du gouvernement Koizumi, avec 80 autres politiciens, effectuait un pèlerinage au sanctuaire de Yasukuni, un symbole du militarisme japonais qui honore la mémoire, entre autres, de criminels de guerre de la Deuxième Guerre mondiale.) La semaine dernière, des personnalités japonaises de poids se sont inquiétées que le maintien de la tension nuise au commerce japonais, tandis que le ministre du Commerce chinois déclarait que le boycott des produits japonais serait dommageable aux intérêts économiques des deux pays. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial du Japon, et environ 18 000 sociétés japonaises ont créé des filiales en Chine. Comme l'explique le *New York Times* (23 avril), l'« interdépendance économique croissante » entre la Chine et le Japon « a ces derniers jours assoupli leurs positions ».

L'impérialisme japonais est déterminé à se débarrasser des contraintes du syndrome de la « nation vaincue », avec

lequel il est sorti de la Deuxième Guerre mondiale. Pour ce faire, la classe dirigeante cherche à imposer une politique d'austérité économique à l'intérieur, à attiser le poison nationaliste et à renforcer l'appareil répressif nécessaire pour maintenir la loi et l'ordre capitalistes. Les nouvelles directives de défense ne se contentent pas de cibler les Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen ; elles renforcent aussi l'arsenal de répression d'Etat contre le mouvement ouvrier. Il y a parmi les travailleurs du Japon un mécontentement considérable et un vrai désir de lutter contre l'austérité économique, la discrimination, l'aggravation de la répression d'Etat et la guerre. Cette colère et cette combativité doivent être dirigées vers la construction d'un parti révolutionnaire trotskyste, qui fera le lien entre le combat pour la révolution socialiste au Japon et la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen.

Chine : pour la révolution politique ouvrière !

Parlant pour beaucoup de ses congénères dans la bureaucratie stalinienne chinoise, Li Rui, ancien secrétaire de Mao Zedong, a fait cet aveu d'une franchise abrupte : « Personne ne comprend le marxisme. C'est ridicule. Les idéaux du passé n'existent plus. Il est donc juste de se tourner vers le nationalisme. C'est le moyen par lequel le parti peut maintenir son système et son idéologie » (*l'Observer* de Londres, 17 avril). En même temps qu'une défense cynique du nationalisme comme moyen efficace de manipuler les masses, cette déclaration reflète une assimilation abusive et très courante entre marxisme et maoïsme. En réalité, le contraste violent qu'on établit souvent entre la politique de Mao et celle de son successeur Deng Xiaoping est fondamentalement faux.

Dans le cadre nationaliste du « socialisme dans un seul pays », les régimes de Mao et de Deng ont suivi des politiques différentes dans des contextes internationaux différents. Cependant, à un égard très important, leurs politiques étaient essentiellement identiques : l'alliance avec l'impérialisme US contre l'Union soviétique. Cette alliance avait été scellée en 1972, quand le président américain Richard Nixon a donné l'accolade au président Mao au moment même où

les avions américains faisaient pleuvoir leurs bombes sur le Vietnam. Le rapprochement de l'impérialisme US avec la bureaucratie maoïste sur la base d'une hostilité partagée envers l'Union soviétique a conduit à la reconnaissance de la République populaire de Chine et à l'attribution d'un siège pour la Chine aux Nations Unies aux dépens de Taïwan.

L'alliance avec les États-Unis a été poursuivie et approfondie sous Deng. En 1979, il a ordonné à l'Armée populaire de libération (APL) d'envahir le Vietnam, le principal allié soviétique en Extrême-Orient, avec l'approbation et l'encouragement de Washington. Les Vietnamiens ont résisté efficacement et infligé de lourdes pertes – 20 000 hommes – à l'APL, qui a battu en retraite en repassant la frontière. (Puisqu'on parle de tripatouillage des manuels d'histoire, ce chapitre peu reluisant a été pratiquement escamoté par les staliniens chinois.) Pendant les dernières années de la guerre froide, dans les années 1980, la Chine a encouragé l'impérialisme américain à affaiblir et à miner l'Union soviétique – par exemple en aidant les coupe-jarrets *moudjahidin* qui combattaient les troupes soviétiques en Afghanistan – favorisant ainsi la campagne contre-révolutionnaire qui a anéanti ce qui restait des acquis de la Révolution russe de 1917.

Après avoir détruit l'Union soviétique, la patrie de la seule révolution ouvrière victorieuse, les impérialistes sont aujourd'hui déterminés à restaurer le capitalisme en Chine. A cette fin, ils poursuivent une double stratégie : pénétration économique pour renforcer les forces intérieures de la contre-révolution capitaliste, combinée avec une pression militaire et la menace d'une intervention armée. Les bureaucrates staliniens encouragent en fait les impérialistes par leur politique de trahison : autorisation d'investissements capitalistes massifs combinée avec une quête futile d'une « coexistence pacifique » avec les impérialistes.

Mais malgré les « réformes de marché » de la bureaucratie, le noyau de l'économie chinoise reste collectivisé. En outre, la politique économique du régime du Parti communiste est encore contrainte par la peur d'une agitation sociale – et en particulier ouvrière – qui pourrait le renverser. Cela a été à deux doigts de se produire en 1989, quand des manifestations pour la libéralisation politique et contre la corruption centrées sur les étudiants ont été le déclencheur d'une révolte ouvrière spontanée, qui devait être ensuite réprimée par le régime dans un terrible bain de sang.

La Chine est aujourd'hui une poudrière de tensions sociales prête à exploser. D'après les statistiques gouvernementales, le nombre de manifestations a augmenté de 15 % l'année dernière, et s'est élevé à 58 000. Des millions de fermiers pauvres et d'ouvriers urbains ont bloqué des routes, organisé des grèves ou manifesté contre la corruption des responsables, les confiscations de terres, la destruction de l'environnement, les licenciements et le chômage, des conditions de travail misérables et l'écart croissant entre la richesse urbaine et la pauvreté rurale. A la mi-avril, les habitants de Dongyang, dans le sud-est de la Chine, furieux du refus du gouvernement de prendre des mesures contre la pollution des usines voisines, ont chassé 1 000 policiers anti-émeute et pris le contrôle de la ville. Au même



World Journal

Les habitants de Dongyang, dans la province du Zhejiang, circulent devant des cars de police renversés, après s'être victorieusement défendus contre la police anti-émeute pendant des manifestations de masse contre l'aggravation de la pollution.

moment, près de 2 000 anciens soldats de l'APL ont organisé à Pékin une série de manifestations pour protester contre le niveau insuffisant de leurs retraites. Plus récemment, environ 10 000 ouvriers de l'usine d'appareils électroniques Uniden de Shenzhen, près de Hongkong, construite avec des capitaux japonais, ont fait grève pour exiger le droit de se syndiquer. La grève a pris fin le 23 avril. Révélant comment la bureaucratie chinoise joue le rôle de fournisseur de main-d'œuvre pour les bourgeoisies impérialistes qui investissent en Chine, un gréviste déclarait au *Washington Post* (26 avril) : « Certains responsables syndicaux nous ont dit que nous devons coopérer, car sinon les investisseurs pourraient se retirer et aller investir ailleurs, et nous perdrons tous notre travail. »

Par sa politique de « réformes de marché », la bureaucratie chinoise renforce les forces de la contre-révolution en permettant aux impérialistes de pénétrer économiquement l'Etat ouvrier. En même temps, cette politique augmente la puissance sociale du prolétariat industriel. Les alternatives auxquelles la Chine est confrontée sont la contre-révolution capitaliste ou la révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne et la remplacer par des soviets d'ouvriers et de paysans démocratiquement élus, organes du pouvoir prolétarien. Un parti léniniste-trotskyiste est nécessaire pour apporter aux travailleurs chinois une stratégie internationaliste prolétarienne révolutionnaire. Il n'y a pas de voie nationalement limitée vers le socialisme en Chine. La modernisation de la Chine – fournir la base pour une vie décente à tous ses habitants sur la base de l'accès à la technologie avancée et aux ressources productives actuellement concentrées en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest et au Japon – requiert l'extension internationale de la révolution socialiste, essentiellement à ces puissances impérialistes, jetant ainsi la base d'une économie socialiste planifiée internationale. Ceci requiert de reforger la Quatrième Internationale de Trotsky, pour la révolution socialiste mondiale.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 847, 29 avril

La bureaucratie chinoise encourage un nationalisme réactionnaire

Le nouvel élan de l'impérialisme japonais provoque des manifestations en Chine

La campagne du référendum a été marquée par une débauche de propagande protectionniste anti-chinoise à propos des importations de textiles. Les industriels français du textile, représentés au MEDEF par Sarkozy frère, qui ont licencié en France des centaines de milliers de travailleurs depuis vingt ans, hurlent maintenant parce qu'ils ont délocalisé leurs usines en Europe de l'Est et au Maghreb au lieu de la Chine, et de ce fait ont pris du retard par rapport à leurs rivaux qui ont su investir en Chine. Cette campagne n'a rien à voir avec la défense des travailleurs en France.

Le gouvernement, en campagne pour le « oui », avait cru bon d'utiliser l'affaire du textile chinois pour présenter l'Union européenne comme un rempart protégeant les travailleurs d'Europe contre la « mondialisation ». Les tenants du « non de gauche », comme d'ailleurs du non d'extrême droite, n'avaient pas grand-chose à y rétorquer puisque tout l'axe de leur campagne contre la « Constitution » était de lutter contre la « concurrence libre et non faussée » inscrite dans le traité constitutionnel.

Une jeune étudiante chinoise, Li li Whuang, est en prison depuis le 29 avril, accusée dans une soi-disant affaire d'espionnage contre l'équipementier automobile Valeo. Le mouvement ouvrier devrait s'opposer à cette chasse aux sorcières : c'est le genre de campagne raciste qui prépare des pogromes ici contre les travailleurs d'origine chinoise, qui par dizaines de milliers sont sans papiers, féroce exploités dans des ateliers de confection. Apparemment le dossier contre Li li Whuang est vide, mais de toutes façons pour nous trotskystes l'espionnage pour le compte d'un Etat ouvrier déformé n'est pas un crime contre la classe ouvrière internationale. Nous exigeons la libération immédiate de Li li Whuang !

* * *

26 avril - Depuis un mois, des dizaines de milliers de manifestants anti-japonais sont descendus dans les rues de plusieurs villes chinoises, aux quatre coins du pays. Ces



Getty

Manifestation devant un magasin japonais dans la ville chinoise de Guangzhou. Le poison nationaliste colporté par la bureaucratie stalinienne représente un danger mortel pour l'Etat ouvrier déformé chinois.

**A bas l'alliance contre-révolutionnaire
USA/Japon !**

**Pour la défense militaire inconditionnelle
de l'Etat ouvrier déformé chinois !**

manifestations ont été provoquées par l'approbation à Tokyo de nouveaux manuels d'histoire destinés aux collègues, qui escamotent les atrocités perpétrées dans le passé par l'impérialisme japonais. Le « viol de Nankin » en 1937, quand 300 000 Chinois ont été massacrés par la soldatesque japonaise, est désormais présenté comme « un incident ». L'asservissement de plus de 200 000 « femmes de réconfort » coréennes et chinoises, contraintes de servir d'esclaves sexuelles dans les bordels de l'armée japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale, a été effacé de l'histoire.

La réécriture de l'histoire dans les manuels japonais est une provocation non seulement contre l'Etat ouvrier déformé chinois, mais aussi contre les travailleurs de l'Asie entière -

Suite page 20